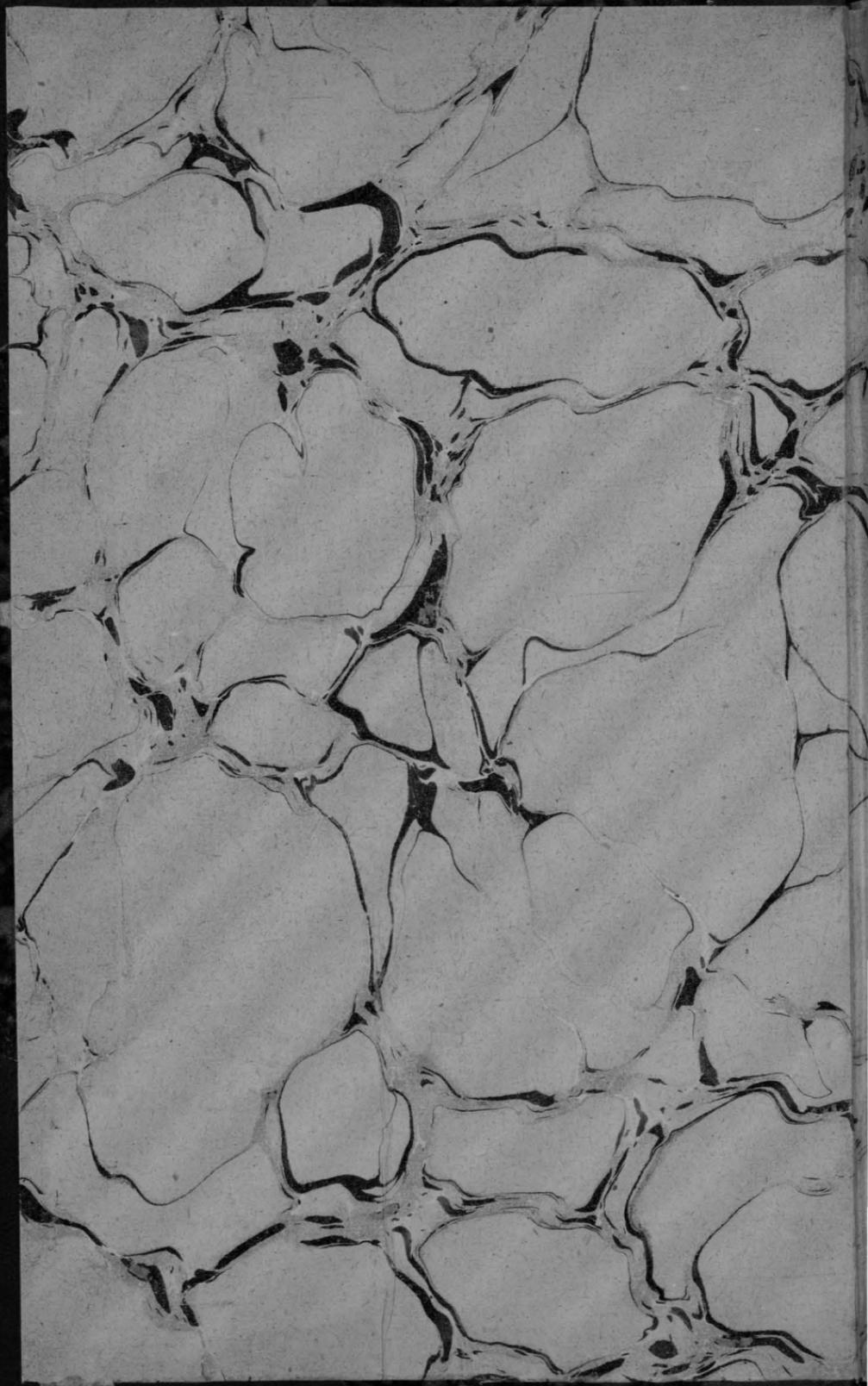
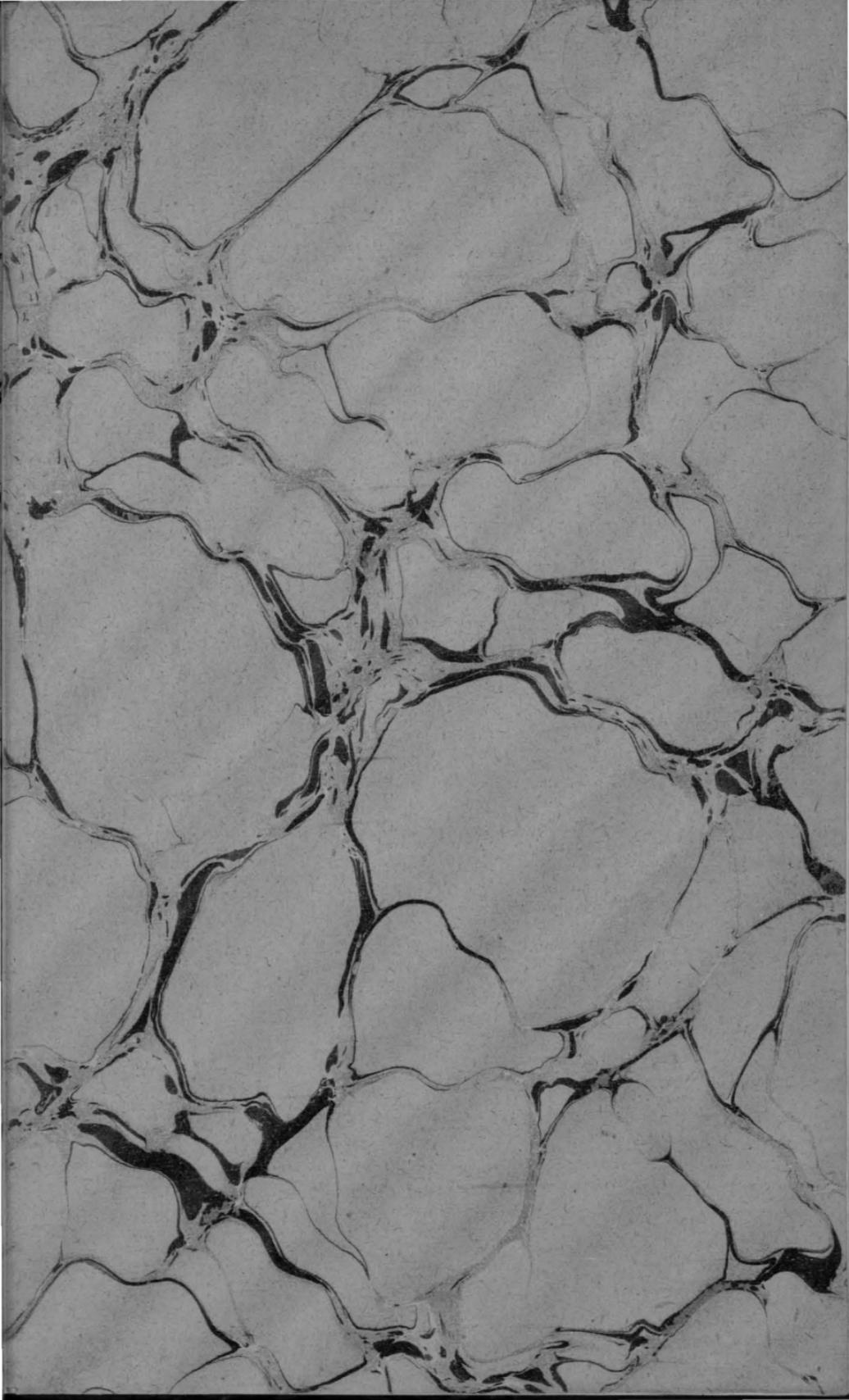
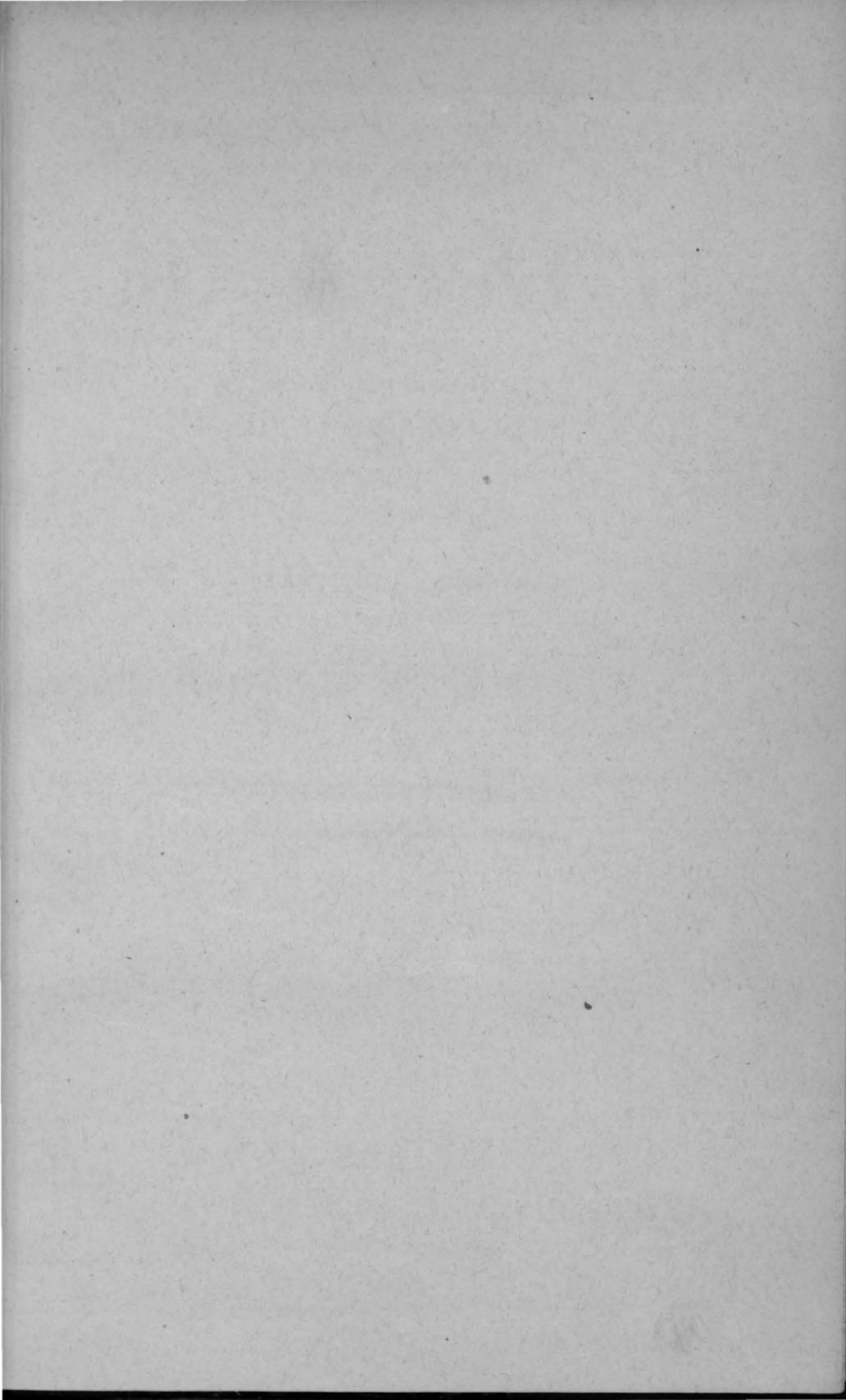


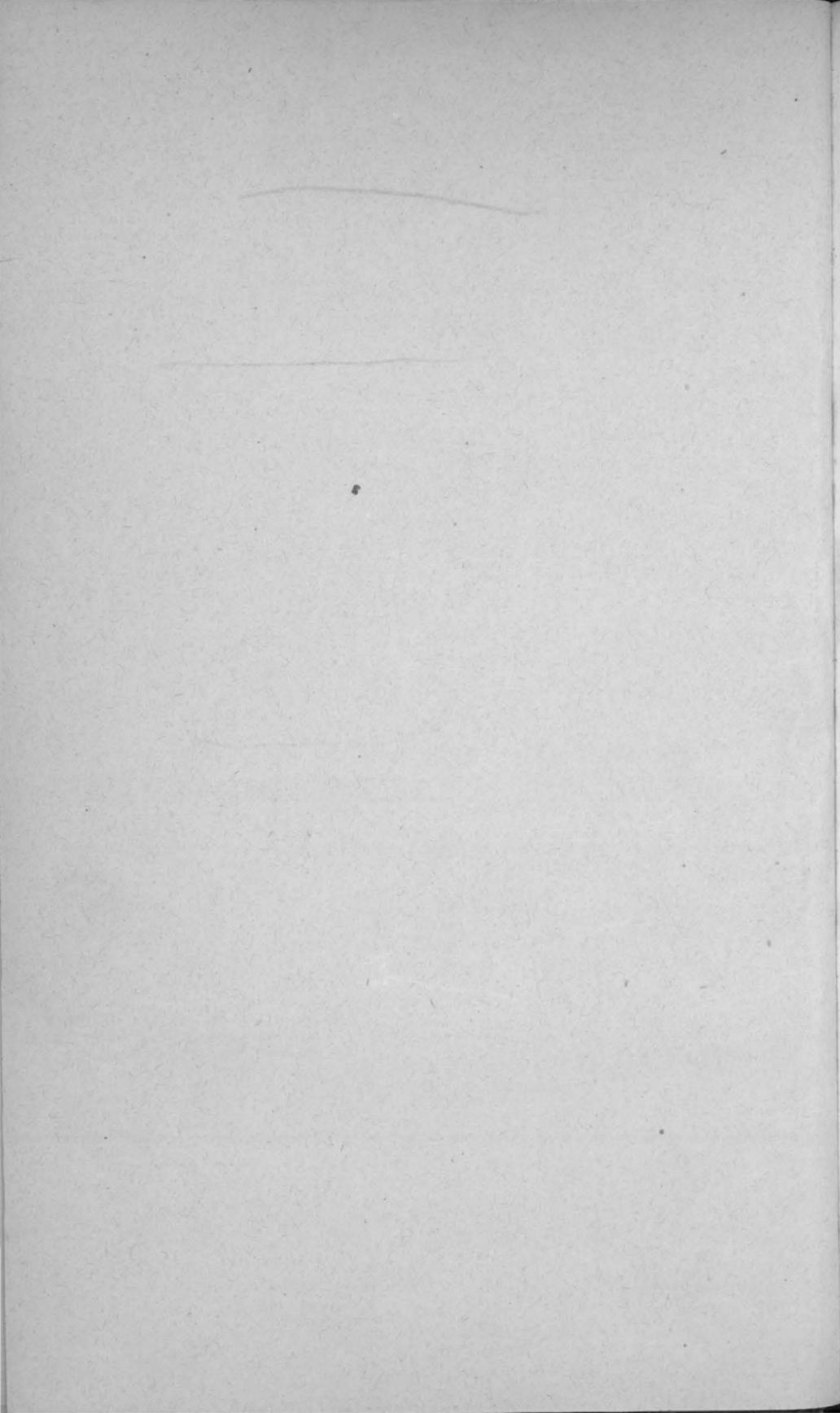
S
P
V





с 1078.





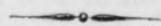
FONDS DUBOIS : 1078 ~~10778~~

CONTRE
M. ARAGO

RÉCLAMATION ADRESSÉE
A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
PAR LES RÉDACTEURS DU FEUILLETON
DE LA PHALANGE.

SUIVI DE LA THÉORIE
DU
DROIT DE PROPRIÉTÉ

PAR
VICTOR CONSIDERANT,
ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE.



PARIS
AU BUREAU DE LA PHALANGE

RUE DE TOURNON, N° 6.

1840

CB 154708



FONDS DUBOIS 1078

CONTR

M. ARAGO

A LA CHAMBRE DES DEPUTES

PAR LES REDACTEURS DE JOURNAL

DE LA PHALANX

SUIVI DE LA THEORIE

DROIT DE PROPRIÉTÉ

VICTOR CONSIDÉRANT

PARIS

PARIS. IMPRIMERIE DE E. DUVERGER,
Rue de Verneuil, n° 4.

1840



IMITATION DE BOILEAU

En manière de Préface.

Attaquer Arago!... mais c'est un Astronome
De grand savoir. Herschell en cent endroits le nomme.
Il est vrai, s'il m'eût cru, qu'à la Chambre il n'eût point
Parlé sur des sujets qu'il ignore en tout point :
Il se tue à traîner le boulet politique ;
Que n'en reste-t-il donc aux problèmes d'optique,
A la lune, au soleil, qu'il observe si bien
Qu'aux récits qu'il en fait on ne conteste rien ?
Voilà ce que l'on dit : Eh ! que dis-je autre chose ?
Ma-t-on vu dénigrer les calculs qu'il expose,
Et, donnant dans l'écart d'un mouvement brutal,
Renverser sa lunette et son *cercle mural* ?
M'a-t-on vu charbonner sur son Observatoire
Des traits calomnieux lancés contre sa gloire,
Attaquer son honneur, ses talents, ses vertus,
Et pour *dégager l'x* des services rendus,
Posant sur son mérite une équation fausse,
Égaler à zéro tout ce qui le rehausse ?
Dieu m'en garde ! Mais si l'infailibilité,
Du Pape, d'Aristote et de la Royauté,
Soulève le courroux de sa philosophie,
Sans doute ce n'est point pour que l'on édifie,
Comme un droit de vainqueur à ceux-là survivant,
L'infailibilité du *Député-savant* ;
Et, s'il est bien prouvé que sur le Phalanstère,
L'Astronome n'en sait pas plus que le Saint-Père,
Le Phalanstère peut récuser l'arrêté
Du Député savant, du Savant Député.

IMITATION DE VOLTAIRE

En musique de France.

Attendez, Arago !... mais c'est un Astronome
 De grand savoir, Herschell en cent endroits le nomme.
 Il est vrai, s'il m'eût cru, qu'à la Chambre il n'est point
 L'airé sur des sujets qu'il ignore en tout point ;
 Il se tue à traîner le boulet politique ;
 Que n'a-t-on vu de lui donc aux problèmes d'optique,
 À la lune, au soleil, qu'il observe si bien !
 Qu'on lui eût dit qu'il en fût en ne conteste rien !
 Voilà ce que l'on dit : Eh ! que dis-je autre chose !
 Mais on va déduire les calculs qu'il expose,
 Et, donnant dans l'écart d'un mouvement brutal,
 L'arrêter en hâte et son cercle arrêter.
 M'a-t-on vu charbonner son son Observatoire
 Des traits calomnieux lancés contre sa gloire,
 Attaquer son honneur, ses talents, ses vertus,
 Et pour dégrader ses services rendus,
 Poursuivre sur son même une éducation fautive,
 Élever à son tour ce qui se rebuffe !
 Dieu m'en garde ! Mais si l'infirmité
 De l'âge, d'Aristote et de la Royauté,
 Soutève le courroux de sa philosophie,
 Sans doute ce n'est point pour que l'on épile,
 Comme un droit de vainqueur à ceux-là survivant,
 L'infirmité de l'âge et de l'État.
 Et s'il est bien prouvé que sur le Palanquin
 L'Astronome n'en soit pas plus que le Saint-Esprit,
 Le Palanquin peut être porté par le Saint-Esprit,
 De l'État se fait le Saint-Esprit.

A MESSIEURS LES MEMBRES
DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

CONTRE M. ARAGO;

A L'OCCASION DE SON DISCOURS DU 16 MAI 1840

En faveur du Peuple Français,

POUR LE SUFFRAGE UNIVERSEL ET CONTRE LE PHALANSTÈRE.

Un Astrologue un jour se laissa choir

Au fond d'un puits.

LA FONTAINE.

MESSIEURS,

Lorsque l'on a été accusé et condamné à une tribune où l'on n'a pas eu la faculté de se défendre, il doit être au moins permis de présenter par lettre une humble réclamation. C'est dans ce sentiment que, victimes sacrifiées devant vous aux idées politiques assez bizarres d'un illustre Astronome, nous venons vous demander un peu d'attention, de justice et de bienveillance.

Mais d'abord, qui sommes-nous? — Messieurs, ne vous voilez point la face, ne nous repoussez point avec colère, car, dans ce siècle, il ne saurait être permis de condamner Barrabas lui-même sans l'entendre... Nous sommes, Messieurs, puisqu'il faut vous le dire, nous sommes ces hommes dangereux, ces *empiriques audacieux* dont les systèmes

épouvantent M. Arago lui-même, M. Arago que n'effraie pas le moins du monde le Suffrage universel ; seul remède suivant lui à la contagion de nos doctrines détestables ; hélas ! oui, Messieurs, nous sommes ces ogres d'*humanitaires* dont le savant secrétaire de l'Institut a essayé de vous faire peur, et qu'il vous a désignés sous le nom de *Fouriéristes* (1).

Rassurez-vous pourtant, car nous ne mangeons personne ; nous espérons même vous prouver que nous sommes très pacifiques, et que votre savant collègue nous a injustement noircis à vos yeux. Tout infaillible que vous soyez portés à le croire, M. Arago n'a pas toujours l'esprit fort sûr, et il est, à l'égal de chacun de vous, nous pouvons vous en donner l'assurance, sujet aux petites passions humaines et aux égarements qu'elles entraînent. Vous allez en juger par la singulière origine de la colère de M. Arago contre Fourier notre maître.

M. Arago, Messieurs, n'a jamais lu quatre pages des ouvrages de Fourier ; il n'a jamais su, mieux que la plupart d'entre vous, en quoi consistent les détestables doctrines de ce réformateur, et s'il est plus savant que vous sur quelques sujets, nous pouvons vous garantir que ce n'est pas sur celui-là. Pourtant, M. Arago a appris un jour, par quelque mauvaise langue, que Fourier s'était permis de dresser un acte d'accusation très violent contre la lune, de la dénoncer comme un astre mort, et de décider qu'on l'enverrait pourrir dans la voie lactée et y faire de la matière nébuleuse... — A l'époque où M. Arago apprit cela, il ne s'était pas encore lancé dans le radicalisme. Tenant le ciel sous sa domination, en sa qualité de Directeur de l'Observatoire, il était naturellement, comme, du reste, il l'est encore dans cet ordre de

(1) Répétons pour la centième fois que les partisans des vérités sociales découvertes par Fourier ne prennent pas le nom de *Fouriéristes*, parce qu'ils ne sont pas les partisans d'un homme, mais d'une idée. Fourier a protesté plusieurs fois contre cette dénomination qui l'eût assimilé à un chef de secte, — rôle qu'il repoussait justement,

choses , extrêmement *Conservateur*. Cette invasion de l'esprit révolutionnaire dans ses domaines célestes n'était donc pas de nature à lui plaire; et comme alors il avait déjà, quoique pourtant il ne fût pas encore républicain , ce caractère un peu despotique et irritable que vous lui connaissez, il se trouva très choqué qu'un inconnu, un intrus se fût arrogé un droit aussi considérable que celui de destituer le satellite de la terre, sans en avoir seulement prévenu l'Observatoire et son chef, — de qui ces sortes de choses dépendent.

Messieurs, nous en conviendrons franchement, M. Arago devait, au premier moment, se trouver blessé du procédé de Fourier; mais, outre que les idées de ce dernier sur l'insuffisance du ministère de la lune (1) étaient antérieures à l'époque où M. Arago a établi son règne au ciel et jeté les fondements de sa domination sur la terre, si votre illustre collègue se fût donné la peine de lire quelques pages de Fourier, il eût reconnu que celui-ci était d'assez bonne composition sur les choses lunaires, ainsi que sur beaucoup d'autres sujets de nature à déplaire à M. Arago. Voici, en effet, comment Fourier s'exprime, avec ce bon sens naturel au génie, en répondant à ceux qui se font une arme, contre le Système d'ORGANISATION INDUSTRIELLE qu'il propose, des vues qu'il a jetées sur d'autres questions :

« Etrange despotisme, s'écrie Fourier, que de condamner
 « toutes les productions d'un auteur, parce qu'il s'en trouve
 « quelques-unes de défectueuses! Newton a écrit des rêveries
 « sur l'Apocalypse; il a tenté de prouver que le Pape était
 « l'Ante-Christ. Sans doute, ce sont des folies scientifiques;
 « mais ses théories sur l'Attraction et sur les rayons lumi-
 « neux n'en sont pas moins bonnes et admises. En jugeant tout
 « savant ou artiste, on sépare le bon or du faux. Pourquoi

(1) Fourier veut, pour notre planète, cinq satellites vivants, au lieu d'une mauvaise lune blafarde et morte.

« suis-je le seul avec qui la critique ne veuille pas suivre
« cette règle ?

« Corneille et Racine ont fait de mauvaises pièces ; en
« conclura-t-on qu'il faille abandonner les bonnes ? On
« dédaigne l'*Attila* et la *Thébaïde* ; on conserve au théâtre
« le *Cid* et *Phèdre*. Je ne demande que cette justice accor-
« dée à tout autre. »

Fourier consentait donc à renvoyer à l'avenir la question de la conservation ou de la révocation du satellite de la terre ; il eût même, au besoin, pour avoir la paix avec M. Arago, reconnu la suprématie de celui-ci sur le soleil et sur les étoiles.

Quant à nous, fidèles à la disposition d'esprit de notre Maître, nous ne poursuivons qu'une seule chose aujourd'hui, la réalisation du système d'*Organisation du travail* qu'il a découvert et décrit sous le nom de Phalange, et nous donnons à M. Arago l'assurance formelle, loyale et publique, que nous ne cherchons point à créer dans le pays un parti contre la lune.

Cette déclaration sincère calmera sans doute une bonne moitié des craintes inspirées à M. Arago par le rapide développement de nos doctrines.

Il est un autre point qui contrarie M. Arago, et sur lequel malheureusement nous ne pouvons pas lui donner aussi facilement satisfaction : c'est la bonne critique que Fourier a faite, et qu'après lui ses disciples font de l'esprit révolutionnaire et de la singulière politique dans laquelle, malgré tout son esprit, M. Arago s'est laissé pousser : expliquons la chose.

Sachez d'abord, Messieurs, que Fourier, dès le commencement du siècle, a attaqué vivement l'esprit révolutionnaire, si niatement identifié depuis 60 ans avec le génie du Progrès. Dans ses deux principaux ouvrages, publiés en 1822 et en 1828, Fourier poursuit encore de son bon sens et de

ses sarcasmes le même esprit révolutionnaire qui, sous un habit écourté et bourgeois, et sous le nom assez ridicule aujourd'hui de *libéralisme*, était en ce temps-là fort en vogue, et vous comptait même pour la plupart alors, Messieurs, au nombre de ses dévots. Enfin jusqu'à sa mort, Fourier n'a cessé de montrer la pauvreté et le danger de toutes ces théories qui font le bonheur des nations avec des renversements de ministères ou de dynasties, avec des réformes parlementaires, constitutionnelles, électorales, des droits politiques, des chartes, des suffrages plus ou moins universels, etc., etc.

La vanité de ces théories, qui ne servent guère qu'à agiter les esprits, à exténuier les nations et à empêcher l'étude et la réalisation des progrès réels, des progrès que la société doit accomplir au grand avantage de toutes les classes dont elle se compose, la vacuité et la malfaisance de ces théories ayant été fort bien comprises par les disciples de Fourier, ils sont parvenus, à la suite de leur Maître et après dix ans de publications et de travaux, à semer dans le pays, contre la vieille Politique tracassière, idéologique et révolutionnaire, de nombreux germes de déconsidération. — Or cela déplait beaucoup aux amants de cette politique surannée.

Les *Fouriéristes*, comme nous appelle M. Arago, se permettent, par exemple, de ne voir au fond de la *logique* des réformes électorales que l'ambition des partis qui veulent le Pouvoir chacun pour ses hommes ; et si quelque chose les confirme dans cette opinion, c'est l'extrême flexibilité avec laquelle cette *logique* se prête aux convenances de ceux qui en font usage. Ainsi :

1^o Et en principe, on a toujours vu le parti dominant dans votre Chambre trouver fort logique la loi électorale d'où cette Chambre était sortie.

2^o Après la rupture de l'ancienne majorité, on a vu la logique pousser M. Thiers, — surtout quand il ne se croyait pas bien sûr de pouvoir s'arranger une majorité nouvelle, — à

admettre un brin de réforme électorale, tout juste ce qu'il en croyait nécessaire pour acquérir une majorité à sa dévotion. Dorénavant même, la logique lui permettra de promettre un peu de réforme à la gauche, et au besoin de lui en émietter ce qui lui paraîtra bon pour l'amuser (la gauche) et pour la conserver dans son bagage.

3° On a vu la même logique prescrire à M. Odilon Barrot et à ses amis, — surtout avant que la grâce eût opéré sur eux et les eût rendus *possibles* en les humanisant, — leur prescrire, disons-nous, une réforme électorale calculée aussi exactement que de raison pour amener à la Chambre une majorité propre à donner la présidence du Conseil à M. Odilon Barrot, et des portefeuilles aux compagnons de son long exil.

4° On voit M. Arago, — lequel a rompu avec l'ordre de choses et planté sa canne au-delà des frontières dynastiques, — on voit M. Arago faire vouloir à la logique une réforme électorale que ses amis et lui croient de force à amener la république au ministère.

5° Enfin, ceux des légitimistes qui comptent sur le suffrage universel à deux degrés pour rétablir ou pour établir Henri V démontrent, de leur côté, la nécessité logique de cette autre variété de réforme électorale.

Il nous paraît donc que chaque parti, en s'appuyant sur la logique, aboutit à une réforme électorale propre à donner le Pouvoir à ses hommes, et que l'on retrouve toujours ici, sous une autre forme, la grande maxime fondamentale de la politique révolutionnaire dont la traduction en français vulgaire consiste dans ces huit mots : *Ote-toi de là, que je m'y mette.*

Or, Messieurs, en face de cette question, sous quelque forme qu'elle se présente, soit qu'il s'agisse de vos propres manœuvres pour vous arracher le Pouvoir les uns aux autres, soit qu'il s'agisse des manœuvres par lesquelles on cherche à vous renverser vous-mêmes et à changer de gouvernement, voici comment nous raisonnons. Nous disons :

« L'important pour la France, ce n'est pas précisément de savoir si le gouvernement doit venir de la Royauté, de la Chambre des pairs ou de la Chambre des députés, ce n'est pas que les rênes soient tenues par M. Thiers et non par le Roi, ou par M. Odilon Barrot plutôt que par M. Thiers, ou par M. Arago plutôt que par M. Odilon Barrot, ou... etc.; enfin l'important n'est pas que la France soit entre les mains de tels ou de tels : l'important serait *qu'elle fût gouvernée et organisée de façon à être heureuse et satisfaite.*

COMMENT LA FRANCE DOIT-ELLE ÊTRE TRAITÉE ET ORGANISÉE POUR ÊTRE HEUREUSE ? Voilà donc, suivant nous la question primordiale.

Or il nous semble qu'on ne saurait répondre à cette question que par un plan, par une théorie, par un *Système.*

Dès lors, nous adressant aux réformateurs électoraux et à tous ceux qui veulent renverser ministère, dynastie ou constitution, nous les supplions de nous communiquer les recettes qu'ils tiennent en réserve et de nous expliquer COMMENT ILS S'Y PRENDRONT pour rendre la France heureuse, dès que l'on aura fait ce qu'il faut pour ôter le Pouvoir à ceux qui le tiennent et le leur remettre en mains propres.

Eh bien ! Messieurs les élus du monopole, après beaucoup de recherches et d'informations nous sommes arrivés à pouvoir affirmer très positivement que les réformateurs des différents degrés n'en savent, sur la manière de rendre la France heureuse, pas un brin de plus que vous n'en savez vous-mêmes.

Il est donc bien avéré qu'ils n'ont pas grand'chose en réserve ; — dès lors ne serait-il pas déraisonnable de se lancer dans les grandes aventures politiques et d'aborder des dangers réels, tout simplement pour mettre à votre place des gens qui n'en savent pas plus que vous et qui, probablement, se montreraient moins sages ?

Nous disons ensuite, qu'on fera beaucoup plus pour le bonheur des classes inférieures, pour leur émancipation réelle, et pour le progrès véritable, en assurant à ces classes un travail bien rétribué, qu'en leur conquérant des droits politiques et une Souveraineté dérisoire : nous disons que les *amis sincères* du peuple doivent se proposer d'arriver au Suffrage universel, non pas en abaissant le cens électoral pour mettre l'électorat à la portée des masses pauvres, ignorantes, abruties ; mais en cultivant ces masses, en les élevant à l'aisance et en les faisant entrer par la porte du bien-être et de l'éducation dans la sphère où s'exercent les droits politiques : nous disons au peuple que le plus important de ses droits est le *Droit au travail*, lequel ne peut être reconnu par la Société que quand l'industrie y aura été organisée ; que l'Organisation de l'industrie est un problème scientifique dont on peut essayer les solutions sur un espace d'une lieue carrée sans troubler l'Etat, tandis que toutes les révolutions du monde ne sauraient le résoudre : que les agitateurs politiques (et nous colloquons sous ce mot les prédicateurs des réformes électorales de tous les degrés, depuis les anodines velléités de MM. de Remilly et de Golbéry, jusqu'au radicalisme de M. Arago et de *la Gazette*), que les agitateurs politiques, loin de hâter la solution des questions industrielles, ne font que les reculer sans cesse : enfin que ceux qui travaillent à échauffer les têtes pour la conquête du Suffrage universel ou d'autres gimblettes politiques du même genre, se trompent considérablement sur les besoins du peuple et sur les moyens de le servir, — ou veulent se servir de lui en l'excitant et le flattant... comme l'ont fait les intrigants politiques de toutes les époques.

Nous disons encore, Messieurs, beaucoup d'autres choses très justes, très vraies, très sensées, qui ont pour effet de prouver que les intérêts des différentes classes de la Société peuvent fort bien être accordés entre eux ; qu'une bonne politique doit se proposer de donner beaucoup à ceux qui

n'ont pas, sans rien prendre à ceux qui possèdent ; que le Progrès de bon aloi est essentiellement *conservateur*, c'est à-dire qu'il ne procède que par *augmentation*, et non par *déplacement* de la richesse générale et des avantages sociaux, par *améliorations* et non par *sacrifices* ; qu'il serait enfin temps que l'on substituât les questions positives et les expériences pacifiques, d'où dépendent la prospérité de la Société, et l'accession des masses au bien-être, à ces méchantes disputes politiques dont les masses sont toujours dupes et qui ne sont utiles qu'au journalisme parasite, ignorant et empoisonneur qui les entretient et qui en vit, et aux brouillons politiques qui en profitent : — Enfin, Messieurs, nous disons une foule de choses très sages, très calmantes, et, pour des *utopistes*, comme vous nous appelez, nous sommes raisonnables... à ce point qu'il serait à désirer que vous le fussiez tous autant que nous.

Eh bien ! Messieurs, la raison est contagieuse ; elle finit toujours par avoir raison ; et, depuis dix années que nous lançons sans relâche des idées justes dans le torrent de la circulation, il arrive que ces idées justes modifient peu à peu les fausses idées courantes ; elles s'insinuent naturellement partout, et vous en avez vous-mêmes aspiré déjà quelques-unes, sans vous douter qu'elles viennent de Fourier et de son Ecole.

Or, ces idées sont mortelles à l'esprit révolutionnaire, aux oppositions systématiques, à l'exploitation des passions haineuses et jalouses, aux agitations parlementaires, aux réformes électorales, enfin à toutes les excitations et intrigues politiques que vous appelez, par dérision sans doute, les uns du *Progrès*, les autres du *Progrès trop précipité*, de la *Politique trop avancée*, et que nous appelons, nous, de la *Politique fort arriérée et fort absurde*.

Maintenant, mettez-vous un moment au point de vue des réformateurs électoraux, de ceux qui croient de bonne foi, comme M. Arago, que le Suffrage universel est la seule voie

du salut public, de la prospérité nationale, la condition primordiale du Progrès : — A ce point de vue, Messieurs, nos doctrines sont évidemment dangereuses, très dangereuses, et les développements qu'elles prennent de jour en jour sont réellement menaçants pour l'avenir, alarmants pour la Société.

C'est ce que disait déjà à l'un de nous en 1830 un des principaux chefs du parti républicain de ce temps-là : « Si vous développez dans les circonstances actuelles ces idées d'Organisation industrielle et de Phalanstère, s'écriait-il, vous ferez beaucoup de mal à la France, parce que vous distrairez les esprits, vous amortirez la lutte politique et vous ferez désert le combat (1). » Et il disait juste.

Voilà, Messieurs, un danger de nos doctrines ; il leur est trop inhérent pour que nous puissions les en purger, et sur ce point, malgré toute notre bonne volonté, nous ne pouvons pas capituler avec M. Arago comme nous l'avons fait gracieusement pour le maintien *provisoire* de la lune. (Il ne nous appartient pas d'engager l'avenir.)—Mais il est permis de croire que si M. Arago vous eût *expliqué* la nature du *danger* de nos doctrines, vous n'eussiez pas tous partagé sa sainte colère contre ces abominables disciples de Fourier, lesquels s'entêtent à maintenir une grande différence entre le Progrès social réel et les perturbations politiques, et qui déconseillent, avec une autorité croissante, ces perturbations et les mesures *progressives* qui y conduisent.

Maintenant, Messieurs, que vous connaissez les raisons politiques et *astrocratiques* de l'animadversion de M. Arago contre Fourier, permettez-nous de nous plaindre du proc édé que le savant académicien emploie pour démonétiser notre Maître et nos idées sociales.

(1) Historique. — Notre propagation n'existait encore qu'en germe, et trois ou quatre personnes seulement songeaient alors à faire connaître la découverte de Fourier. La prévision que nous rapportons fait donc honneur à la perspicacité de celui qui l'a émise.

Que M. Arago en veuille à des idées qui gênent le parti par lequel il est poussé, cela se conçoit; mais cela ne saurait le dispenser, s'il tient à combattre ces idées, de les combattre loyalement. Or, est-ce agir bien loyalement, nous vous le demandons, que d'assimiler devant vous, dans la **MÊME RÉPROBATION** et comme ayant le **MÊME DANGER**, d'une part, la doctrine de Babœuf et des Saint-Simoniens qui, au su de chacun, **NIENT TOUTES DEUX LE DROIT DE PROPRIÉTÉ ET D'HÉRITAGE**, et veulent, — la première la communauté des biens, — la seconde l'omnipotence distributive d'un gouvernement théocratique, — est-ce agir loyalement que d'assimiler de pareilles doctrines à une troisième qui, d'autre part et **SEULE JUSQU'ICI, a produit une réfutation complète et victorieuse des deux autres**, **ET DÉMONTRÉ LA LÉGITIMITÉ DU DROIT DE PROPRIÉTÉ ET D'HÉRITAGE** (1)? on pourrait ne le pas croire.

Est-il loyal, ensuite, de voler les gens et de chercher à les assassiner quand on les a volés? nous ne le pensons pas: expliquons pourtant comment ceci semblerait s'appliquer à M. Arago.

Il y a dans le discours que vous a fait M. Arago (et que vous avez écouté, permettez-nous de le dire, avec une impatience aussi peu parlementaire que peu raisonnable, et qui n'augmente pas la considération dont il serait à désirer que vous jouissiez au dehors), il y a dans ce discours deux parties très distinctes, et qu'il nous importe qu'on ne confonde pas:

Dans l'une de ces parties, M. Arago vous a dit que les classes inférieures souffrent, **ET IL A EU RAISON**. La misère, le dénûment, les durs labeurs, un travail mal rétribué et qui n'est pas même assuré, la grossière ignorance, l'abrutis-

(1) Voyez, dans la seconde partie de cette brochure, notre Théorie du Droit de Propriété.

sement, la dépendance, composent depuis le commencement du monde le lot des classes les plus nombreuses; *aucun de vous ne voudrait de ce lot pour lui-même ou pour ses enfants*; vos interruptions, vos dénégations n'empêcheront pas que cela ait été, que cela soit encore, et à notre avis, Messieurs, votre plus beau titre de gloire consisterait à reconnaître ces plaies qui rongent la Société, et à vous occuper de les guérir, au lieu de fermer les yeux comme des enfants peureux, pour ne les pas voir, et de vous couronner des lauriers assez ridicules de vos *grandes conquêtes parlementaires*.

M. Arago vous a dit que le régime de la *Libre Concurrence* tendait à créer le monopole des machines, des grands capitaux et à constituer une véritable *Féodalité industrielle*, qui menace la Société des crises les plus terribles; **ET IL A EU RAISON**. Ceux d'entre vous qui se tiennent au courant des idées économiques peuvent savoir que le système de la *Libre Concurrence*, tant préconisé par J.-B. Say et par les économistes de l'Ecole anglaise et libérale, est aujourd'hui à peu près universellement abandonné; — M. Blanqui a lui-même abjuré publiquement dans son cours officiel du Conservatoire, cette funeste doctrine, en reconnaissant qu'elle conduit à constituer cette menaçante *Féodalité des grands capitaux*, dont nous parlons.

M. Arago vous a dit enfin que l'*Organisation de l'Industrie* était la grande nécessité de l'époque, et ici encore **IL A EU RAISON**, parfaitement raison, et nous devons reconnaître avec joie que ce n'est point ce passage important de son plaidoyer que vous avez interrompu par vos clameurs.

Dans l'autre partie de son discours, partie que nous séparons avec soin de celle que nous venons de rappeler, M. Arago, au lieu de conclure à la nécessité de *rechercher un Système propre à réaliser, à l'avantage de toutes les classes et de tous les intérêts*, cette **ORGANISATION DU TRAVAIL** qu'il signalait

comme le grand problème social à résoudre, a conclu à la nécessité du **SUFFRAGE UNIVERSEL**. Ceci est l'affaire de sa logique et du parti politique auquel il tient ou qui le tient : de cette logique vous pouvez penser ce qu'il vous plaira.

Mais, Messieurs, il faut que vous sachiez que tout ce qui compose la première partie que nous venons de distinguer, c'est-à-dire tout ce qu'il y a de raisonnable, de vrai et de bon dans son discours, la réprobation de la *Concurrence anarchique*, la dénonciation de la *Féodalité industrielle*, de la nécessité de calmer les souffrances présentes, et de conjurer les orages qui se préparent, en *Organisant l'Industrie*, il faut que vous sachiez que toutes ces vues sont précisément les vues élémentaires de la doctrine, de Fourier, les idées que les partisans de cette doctrine, détestable suivant M. Arago, sont parvenus après dix années de travaux persévérants à faire accepter par les Economistes les plus distingués de l'ancienne Ecole eux-mêmes, et à introduire assez profondément, déjà, et avec de très grandes difficultés, dans l'Opinion publique. — Tout ce que M. Arago vous a dit de bon, tout ce qu'il vous a présenté comme des *nouveautés hardies*, est écrit, développé, publié dans les ouvrages de Fourier... depuis la date de 1808! Or, M. Arago, en se faisant gloire de ces *nouveautés hardies*, ne vous a point appris que ces nouveautés avaient trente ans de date et qu'elles appartenaient à Fourier; il vous a dit au contraire que les idées de Fourier étaient tellement dangereuses et détestables que le *Suffrage universel* n'était qu'une assez bonne chose à côté, un remède!...

Voilà ce que nous appelons assassiner les gens que l'on vole, ou voler les gens que l'on assassine.

Eh bien! hâtons-nous de le dire, nous ne voulons pas faire peser sérieusement sur la tête de M. Arago une accusation aussi grave que celle dont nous venons de formuler le texte. M. Arago est un homme honorable et un homme d'esprit,

et il n'entre pas dans notre pensée qu'il ait suivi, relativement à nos idées, une combinaison dont il est loin d'être capable, nous le savons mieux que personne, et qui serait d'ailleurs extrêmement sotté. M. Arago, il est vrai, a attiré les foudres de votre colère contre le Paon... on doit dire le mot,... contre le Paon dont il portait les plumes. Mais il en portait les plumes fort innocemment, sans le savoir.

Voici tout simplement le fait :

Votre collègue patronne et lit assidûment une *Revue* démocratique (1) dirigée par un jeune écrivain fort intelligent, lequel, à la suite de fréquents combats qu'il a eus avec *la Phalange* lorsqu'il était à la tête du *Bon Sens*, a fini par étudier les idées sociales de Fourier, et par en comprendre l'immense supériorité. Cet écrivain donc, à part ce que nous pourrions appeler les hors-d'œuvre républicains qu'il retient et sert encore, introduit dans sa *Revue* une foule de nos idées, nourrit ses lecteurs de notre Critique sociale et de nos principes d'Organisation sociétaire. Seulement, par respect (nous le supposons, et c'est pour cela que nous ne lui en faisons pas la guerre) par respect pour les préjugés de ses lecteurs et dans le but, sans doute, de conquérir plus facilement ceux-ci aux vues de Fourier dont il ne craint pas en petit comité de proclamer le génie et la grandeur, il s'abstient généralement de faire connaître à ses lecteurs que les bonnes idées qu'il leur distribue appartiennent à Fourier et qu'il les a puisées dans les écrits de notre Ecole. — De sorte que les dits lecteurs, qui ne regardent pas de très près, pour la plupart, à la nature intime des idées et à la logique de leur association, reçoivent les vues dont nous parlons comme des créations appartenant à leur parti... Or, M. Arago, qui est accablé d'occupations de toutes sortes, et qui a étudié de plus près d'ailleurs les choses du ciel que celles de ce monde, s'y est laissé prendre tout ainsi qu'un mortel ordinaire.

(1) *La Revue du Progrès*.

Voilà comment, en vous entretenant de la nécessité d'organiser l'industrie, M. Arago s'est trouvé vous avoir fait du Phalanstère comme M. Jourdain a si longtemps fait de la prose. — On pourrait seulement dire à l'avantage de M. Jourdain, que du moins il n'a jamais mal parlé de l'inventeur de la prose.

Le seul tort réel de M. Arago est donc d'avoir appelé votre colère contre la doctrine de Fourier *sans savoir aucunement en quoi elle consiste*. Mais il était bien aise, en vous demandant le Suffrage universel, de vous présenter des choses d'un aspect plus effrayant ; il trouvait commode, en plaidant sa réforme *radicale*, de se donner un certain reflet de *conservateur* : voilà, pourquoi il vous a parlé des Babouvistes, des Saint-Simoniens, et nous a colloqués avec ceux-ci, pour faire nombre. Ajoutez qu'un Savant qui, comme M. Arago, aime assez qu'on le croie universel, a bien de la peine à paraître ignorer quelque chose, ce qui l'expose naturellement à des bévues considérables quand il professe, avec son autorité habituelle, sur des sujets qu'il ne connaît pas.

Maintenant que nous avons à peu près établi le compte des légèretés de M. Arago en ce qui nous concerne, serons-nous admis à réclamer contre le même auteur, en faveur de la Logique, notre compagne d'infortune ; car M. Arago l'a, elle aussi, fort maltraitée dans son discours ? — Prenons le *Moniteur* du 16 mai.

« M. ARAGO.
 « Examinez combien la poudre à canon a apporté de modifications dans l'organisation des sociétés modernes.

« *Plusieurs voix*. A la question de la réforme !

« M. ARAGO. Attendez, et vous verrez en quoi cela a rapport à la question de la réforme — (c'est la réforme électorale qui est en cause.) — « *Je dis* que l'invention des machines amènera dans l'industrie *quelque chose* d'analogue à ce que la poudre a produit dans l'organisation des sociétés modernes.

« *Ce quelque chose*, il y a des sectes qui prétendent l'avoir trouvé ; il y a des Fourieristes, des Saint-Simoniens, des Ba-

« bouvistes (exclamations diverses) qui croient avoir trouvé la « solution de ce problème social. »

Le *quelque chose* qu'amènera dans l'industrie l'invention des machines, serait donc l'*organisation sociale à chercher*, la bonne solution que prétendent chacune avoir trouvée les *sectes* (M. Arago relèvera ce mot tout à l'heure) dont parle l'orateur ? Ici nous nous permettrons de fixer les idées un peu vacillantes de M. Arago, en lui faisant remarquer qu'il confond des choses extrêmement différentes. Qu'il veuille bien nous écouter :

Fourier a fait voir que l'*invention des machines*, et plus généralement encore, que la *constitution des sciences fixes* et par conséquent les forces de toutes sortes que celles-ci fournissent à l'industrie, en se développant dans le *milieu social actuel*, sous le régime du *morcellement* et de la *concurrence anarchique*, ont pour effet de constituer un *quelque chose* qui, loin d'être vague, est très déterminé ; ce *quelque chose*, c'est la *Féodalité industrielle* dont Fourier a prévu et décrit à l'avance tous les caractères, tels qu'ils se sont successivement manifestés et qu'ils continuent à se produire en France, en Angleterre, et partout où se développe l'industrialisme actuel.

Or, ce *quelque chose* que les machines contribuent puissamment à amener, cette *Féodalité industrielle*, ce n'est point *ce que veulent* les Babouvistes, les Saint-Simoniens et les disciples de Fourier ; au contraire, les trois Ecoles ont chacune leur recette particulière, pour échapper à ce *quelque chose* que toutes trois s'accordent à proscrire. — Nous ne faisons ces petites rectifications que pour montrer combien la logique de M. Arago, si sûre et si droite quand il marche sur le terrain scientifique qu'il connaît, et combien sa parole, qui a acquis, à juste titre, dans le même cas, une réputation proverbiale de clarté et d'élégance, devient l'une et l'autre faibles, obscures, oscillantes et embrouillées, lorsqu'il s'aventure sur des plages dont la topo-

graphie ne lui est pas familière. — Poursuivons la lecture du *Moniteur*.

« Il y a des sectes..... qui croient avoir trouvé la solution de ce problème social. *Moi*, j'ai aperçu dans ces solutions « tant vantées, au milieu de quelques bonnes idées, » — (Ingrats que nous sommes ! voilà une concession qui devrait nous désarmer, et peut-être même nous remplir de reconnaissance... mais les *sectaires* sont si exclusifs!) — « j'ai aperçu, au milieu de quelques bonnes idées, des choses qui doivent être *repoussées* par la parole ET PAR L'ACTION, des choses qui sont *contraires à TOUTE IDÉE SOCIALE, à TOUS LES BONS SENTIMENTS que la nature a déposés dans le cœur humain.* »

Nous n'avons point, Dieu merci ! à défendre les idées des Saint-Simoniens et des Babouvistes. Ces idées, suivant nous, — en ce qu'elles nient **LE DROIT de propriété et d'héritage**, — sont des erreurs, des erreurs graves, des erreurs dangereuses : telle est notre opinion. Fourier les a maintes fois combattues à outrance et avec la plus grande énergie ; nous les avons maintes fois combattues nous-mêmes (1). Mais comme Fourier, nous les avons combattues dans le domaine de la discussion logique, par la réfutation, par la discussion ; nous n'avons jamais attiré sur ces idées, erronées et dangereuses, à notre sens, les foudres de l'Autorité, la répression, le bâillon ; et si nous ne savions depuis longtemps qu'il n'y a rien de plus intolérant, de plus despote, de plus dictatorial que les fougueux patrons de la liberté chez lesquels M. Arago a élu son domicile politique, nous aurions trouvé singulièrement étonnant que le représentant d'un parti qui fait feu et flamme contre les *lois de septembre* invoquât à la tribune la répression (et pis encore que la simple répression, car la phrase de M. Arago en dit plus que nous ne lui en faisons dire) la répression violente des idées politiques et sociales qui ne sont pas les siennes.

Comment ! vous trouvez exorbitant que le Gouvernement

(1) Voyez notre *Théorie du Droit de Propriété* à la suite de cet écrit.

et les Chambres aient voté un article de loi qui défend de mettre en question le principe du Gouvernement, la constitution politique du pays, qui défend d'exciter les masses, par une discussion quotidienne acharnée, au renversement de l'ordre de choses qui existe ! vous criez que les Chambres n'ont pas eu le droit de voter cette loi « tyrannique, liberticide, qui bâillonne la pensée, étouffe le progrès, etc. ! » L'argument tiré du *danger* qui a fait voter cette loi ne pèse pas une once — pardon, un gramme, l'expression n'était pas légale, — devant votre foudroyante logique !... Et voilà que vous faites à la tribune un appel à la force contre des idées qui se développent autour de vous, *parce que* vous trouvez *ces idées dangereuses* !

Mais vous avez donc oublié, Monsieur, la lance d'Achille ? cette précieuse lance qui est en possession de fournir à vos amis, en faveur de la liberté illimitée de la presse, les plus concluants comme les plus poétiques arguments !

Quel malheur que l'on ne puisse pas, sensément et quand on sait ce que nous voulons, porter quelque petite accusation de danger contre nos doctrines ! En vérité, nous voudrions presque être Saint-Simoniens ou Babouvistes, pour nous donner le plaisir de charger les épaules de M. Arago de tous les arguments entassés contre le Gouvernement par ses amis politiques, sur l'oppression de la pensée, du progrès, de la presse..., après avoir dûment remplacé dans ces arguments les trois mots : *lois de septembre*, par les quatre mots : *vœu de M. Arago*.

Eh bon Dieu ! que deviendrait-on si les hommes qui, du sein même de l'Opposition, laissent échapper contre les idées qui ne sont pas les leurs de semblables appels à la violence, arrivaient jamais au Pouvoir ? Le ciel nous préserve de la *liberté illimitée* que nous octroieraient ces messieurs !....

Puisque nous sommes en train de défendre nos adver-

saires les Babouvistes et les Saint-Simoniens, nous vous ferons remarquer, Messieurs, que votre savant collègue ne pensait guère à ce qu'il disait, sans doute, quand il accusait leurs *solutions* de recéler des choses *contraires à TOUTE IDÉE SOCIALE, à TOUS les bons sentiments que la nature a déposés dans le cœur humain*. En effet, les deux Hypothèses sociales dont parle M. Arago avec une exagération si méridionale, ont compté et comptent parmi elles des apôtres chez qui l'on rencontre *tous les bons sentiments que la nature a déposés dans le cœur humain*, et qui tiennent à ces sentiments (1) : et, si elles sont fausses, ces théories, c'est précisément parce qu'elles *donnent trop*, parce que même elles donnent *tout exclusivement* à l'IDÉE SOCIALE, et que l'*individualité*, dans ces conceptions, se trouve entièrement sacrifiée à l'*idéal systématique de la Société*.—On voit bien, à chacun des termes dont il se sert, que M. Arago n'a jamais réfléchi sur ces sortes de questions.

Pour ce qui concerne la solution de Fourier, englobée qu'elle est dans les expressions ci-dessus, voici notre réponse :

Si M. Arago parvient à prouver qu'*un seul sentiment* (nous ne disons pas *tous les bons sentiments* ni même un seul *bon sentiment*, afin de faciliter beaucoup les recherches et la preuve en généralisant); si M. Arago parvient à prouver qu'*un seul* des sentiments déposés dans le cœur humain par la nature soit contrarié, mieux encore, ne soit pas formellement protégé, développé et utilisé au profit de l'individu et de la Société dans l'Hypothèse sociale de Fourier,

(1) Nous vous demandons, Messieurs, le droit particulier d'être justes envers nos adversaires, quoique ce droit soit peut-être contraire à quel-que article de votre règlement, ou vous paraisse tout au moins en dehors des convenances parlementaires; car il n'est point dans vos habitudes d'en faire souvent usage : vous avez même dernièrement accueilli M. Garnier-Pagès par un sourire d'assentiment, quand il vous disait avec sa malice ordinaire, en parlant de M. de Villèle, si nous avons bonne mémoire : « *Il doit être permis* » de lui rendre justice aujourd'hui, puis-« qu'il n'est plus sur la scène politique. »

eh bien ! nous consentons... nous consentons à faire un échange de titre entre Fourier et M. Arago au profit du dernier, à appeler Fourier un homme de talent et M. Arago un homme de génie : pour des *sectaires*, la concession est grande.

Revenons au *Moniteur* ; voici le bouquet du passage que nous étudions :

« *Moi*, j'ai aperçu dans ces solutions.... des choses qui sont
 « contraires à toute idée sociale, à tous les bons bons sentiments
 « que la nature a déposés dans le cœur humain ; IL N'EN EST PAS
 « MOINS VRAI, qu'en présence de notre apathie, les idées des
 « *Saint-Simoniens et des Fourieristes* ONT FAIT DE GRANDS
 « PROGRÈS DANS LA CLASSE OUVRIÈRE. »

Remarquez, Messieurs, s'il vous plaît, les prémisses du syllogisme de M. Arago.

MAJEURE : — *Les idées des B., des F., des St.-S. sont absurdes, dangereuses, exécrables. Moi* (qui suis éclairé, savant, etc.), *je n'ai pas eu de peine à l'apercevoir ;*

MINEURE : — *Or, les classes ouvrières* (qui ne sont pas éclairées, savantes, etc.) *adoptent ces idées absurdes, dangereuses, avec une effrayante facilité :*

Eh bien ! la CONSÉQUENCE ! — La *Conséquence* ? Ceux qui ne la connaissent pas, nous la leur donnons à deviner en dix mille, en cent mille... la voici :

CONSÉQUENCE : — *Donc il faut nous hâter de donner à ces classes que l'on trompe, que l'on aveugle si facilement* (ceci est écrit dans le *Moniteur*), *il faut nous hâter de leur remettre... quoi ? — le DROIT ÉLECTORAL, c'est-à-dire L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETÉ. — !*

Certainement on croit rêver quand on lit cela, et pourtant s'il y a réellement un rêve ici, ce n'est pas au lecteur que le rêve est imputable. N'est-ce pas le cas de répéter après Horace : *Aliquando bonus, etc. ?*

S'il y a de bons arguments en faveur du Suffrage universel, si le Suffrage universel est, comme le dit votre savant collègue, *le médecin qu'il faut à nos misères*, en vérité

M. Arago n'est-il pas coupable, au moins par imprudence, envers ce cher médecin, sur la tête duquel il assène un aussi rude argument? (Voir pour le développement de la pensée *les Fables de La Fontaine*, liv. VIII, fable 10.)

Et vous, Messieurs les députés, si vous trouvez l'argument ridicule, cherchez un peu sur qui la plus grosse part du ridicule retombe. Nous vous aiderions bien, mais nous n'osons guère, car nous pensons que c'est sur vous-mêmes qui avez accueilli ce beau syllogisme par d'impatientes interruptions, qui avez battu contre lui un gros roulement d'ordre du jour et de clôture, au lieu de l'accueillir par un immense éclat de rire. Eh! que n'écoutez-vous le général Bugeaud, lequel tenait à savoir comment le Suffrage universel ferait pousser des queues d'habits aux vestes, et arrêterait l'épouvantable dégénérescence qui pèse sur les classes condamnées par la misère aux *travaux forcés* de nos manufactures, — à ces travaux odieux d'un système industriel si meurtrier, si anti-social qu'il déforme, abrutit et exténue l'ouvrier; qu'il escompte sans pitié les sources mêmes de la vie en portant ses exploitations terribles jusque sur la plus tendre enfance.....? Ah! nous aussi, nous, dont toutes les forces sont consacrées à l'étude des moyens capables de combattre avec efficacité, dans leur cause, ces épouvantables effets de notre régime industriel, nous qui croyons que ces fléaux ne disparaîtront que sous le Régime de l'Association, découvert et décrit par Fourier, Régime aussi rationnel qu'il est pacifique et favorable aux intérêts des prolétaires et aux intérêts des propriétaires, aux intérêts des maîtres et aux intérêts des ouvriers; nous aussi, nous aurions voulu savoir comment le *Suffrage universel* résoudrait le problème!

En réalité, Messieurs, nous nous croyons fondés à dire que le discours que nous analysons était mauvais, très mauvais; c'est une chute. Mais plus heureux en cela que nombre d'entre vous, ces sortes de chutes sont sans danger

pour votre collègue ; car lorsqu'il tombe du haut de la Tribune politique, les Génies des Sciences le reçoivent sur leurs ailes et l'emportent dans leurs jardins dont il cultive avec succès les fleurs les plus belles. Cette culture le console et lui fait oublier facilement les échecs essayés dans votre enceinte. C'est pourquoi nous ne devons pas craindre de montrer les points faibles d'une œuvre dont il nous a imposé, en attaquant notre Maître, le devoir de faire l'examen. Finissons-en donc avec ce discours en analysant ce qui en reste, et prouvons que M. Arago n'a dit que des choses que personne n'oserait lui attribuer si, malheureusement, elles n'étaient inscrites sous son nom au *Moniteur*.

M. Arago a débuté par chercher à établir le principe de la *Souveraineté du nombre*. Il y avait sur ce texte d'assez bonnes choses à dire ; — mais, hélas ! l'orateur, pour assurer son principe, a voulu réfuter celui de la *Souveraineté de la raison*, et s'est écrié avec ironie : « Je suis grand « partisan du principe de la Souveraineté de la raison, pourvu « qu'on m'indique à quel signe certain on reconnaîtra la « raison. » Là-dessus, il vous a cité, pour prouver sérieusement la vanité et l'incertitude fondamentales de la Raison humaine, six lignes très connues de Pascal, qui se terminent par ces mots : « Plaisante justice qu'une rivière où une « montagne borne ! vérité en-deçà des Pyrénées, erreur au- « delà ! »

Après avoir ainsi, pour arriver à la Souveraineté du nombre, démoli la *raison* par les arguments, (exactement les mêmes arguments) qui font rire M. Arago quand les catholiques les emploient pour arriver à l'autorité de la Révélation, M. Arago s'est mis en devoir de vous prouver par la *raison* qu'il avait *raison* de donner *raison* à la Souveraineté du nombre. L'exorde, comme on voit, n'était pas heureux pour un discours qui se proposait de prouver quelque chose ; car après un pareil exorde, on ne saurait prouver quoi que

ce soit au monde, à moins de faire des miracles ;... mais M. Arago n'aime pas les miracles et n'en fait pas.

Ensuite, M. Arago, qui se plaît essentiellement à citer des maximes quand il ne conte pas des anecdotes, ou à conter des anecdotes quand il ne cite pas des maximes, M. Arago a fait dire à Platon « que le monde est gouverné par les chiffres. »

Sans doute M. Arago a voulu faire un jeu de mots, une plaisanterie, en remplaçant par le mot de *chiffres*, le mot *nombre* (entendu dans le sens de *proportions* ou *lois fixes*, *rappports harmoniques*), dans sa traduction libre du magnifique aphorisme de la Science antique : *Numeri regunt mundum*, — aphorisme si magnifiquement vérifié, dans la Science moderne, par les découvertes des Képler, des Newton et des Berzélius.

Après Platon, vient Goëthe, « qui était plus dans le vrai « quand il disait que c'est par les chiffres qu'on décide si le « monde était bien gouverné. » Qu'est-ce que M. Arago conclut de ces grandes citations? Il en conclut « que le principe de la *Souveraineté populaire* n'est pas en action dans « un pays où sur 40 hommes il n'y en a qu'un d'électeur! » — La belle découverte! et comme c'était la peine de déranger Goëthe et Platon, et de les faire comparaître en estropiant au moins l'un d'entre eux, pour établir une nouveauté de cette force-là, et qui est très indépendante, ce nous semble, de ce que l'orateur fait dire à Platon et à Goëthe! — M. de La Palisse eût bien mieux fait ici l'affaire de M. Arago, car M. de La Palisse doit avoir dit quelque part :

Si sur quarante ils ne sont.... qu'un

Je soutiens qu'ils n'y sont pas tous.

Abordant bientôt le cœur du sujet, l'orateur se jette dans la question de droit. Il s'écrie : « Le mot *droit* signifie ici

« *justice*, et, qui réclame au nom de la JUSTICE, réclame au nom d'UNE AUTORITÉ INVINCIBLE. Si vous voulez prouver que les pétitions doivent être repoussées, il faut que vous prouviez que les pétitionnaires ne sont pas dans leur droit! »

Holà! mais que devient donc l'argument tiré de la citation de Pascal: « On ne voit presque rien de *juste* ou d'*injuste* qui ne change de qualité en changeant de climat... « Plaisante *justice*, etc.? » Tout à l'heure, pour prouver la Souveraineté du nombre, la *justice* était une *apparence trompeuse, une image vaine et changeant au gré des hommes et des climats*. Maintenant, voici que, pour prouver la même Souveraineté, la *justice est une autorité invincible, une autorité fixe et absolue!*

Messieurs, vous auriez en vérité mauvaise grâce à ne pas vous accorder à reconnaître la Souveraineté du nombre, si les principes les plus *contradictaires* consentent eux-mêmes à s'accorder pour lui rendre témoignage. — Et nous disions que M. Arago ne faisait pas de miracles! Il en fait, et de plus forts que n'en aient jamais fait Dieu, ses saints et ses prophètes, lesquels se sont, jusqu'ici, bornés à déranger l'ordre des phénomènes physiques, sans avoir prétendu jamais accorder des principes contradictoires.

Vient ensuite sur les *droits politiques* et sur les *droits naturels* une dissertation dans laquelle M. Arago reconnaît franchement qu'il ne connaît rien à la question, ce qui nous autorise à le renvoyer aux livres de Fourier, où il trouvera la question résolue. Il termine par le singulier argument que voici: « Il est donc utile, il est donc naturel que les classes de la population qui actuellement sont privées des droits politiques viennent les réclamer, *puisque* dans l'exercice de nos droits politiques nous ne pouvons anéantir les droits naturels. » *Fiat lux!* s'il est possible.

Passant à la question des capacités, l'orateur estropie un

superbe sujet pour avoir l'occasion de *citer* Montesquieu, les Romains et les Athéniens, et pour avoir le droit d'établir un fort pauvre principe, à savoir : « Que la capacité qu'un électeur doit posséder, c'est celle de distinguer l'honnête homme du malhonnête homme, l'ambitieux de celui qui ne l'est pas. » L'orateur ajoute que les classes inférieures sont grandement douées de ce genre de capacité.

Or, nous avons à demander à M. Arago un triple pardon :

1° Parce que cette distinction n'est pas si facile, et cette capacité pas si commune que M. Arago semble le croire ; les classes les plus pauvres étant même (et fort malheureusement) les plus sujettes à être trompées, dupées et exploitées par les fripons et par les ambitieux, dans l'ordre politique comme dans l'ordre industriel et civil ;

2° Parce que, encore que le pays fût gouverné par une Chambre composée des 459 plus honnêtes gens de France, le pays pourrait être fort mal gouverné (1) ;

3° Enfin parce que les choix *admirables* faits par les Athéniens et par les Romains, dont parle l'*illustre* Montesquieu,

(1) Il y en a d'autres qui croient que tout irait bien *s'il y avait au gouvernement des hommes moraux*. Mais, encore une fois, il ne s'agit pas d'hommes moraux, il s'agit d'un procédé pour arranger les affaires. Quand il sera trouvé et connu, laissez faire : *s'il est bon, c'est qu'il est capable de servir les intérêts de tout le monde*, et dès lors, *il faudra bien qu'il soit accepté*.

Il faut aimer et honorer les honnêtes gens. Mais si demain vous aviez puissance de réunir, en Assemblée politique, les quatre cents plus dévoués et plus honnêtes gens de toute la France, soyez certains que, dans les circonstances actuelles, ils auraient commencé déjà, dès après-demain, à dire et faire beaucoup de sottises.

Et si, pendant que ces quatre cents plus honnêtes gens du royaume seraient à dire et faire des discours et des choses quelconques, il arrivait qu'un chef de brigands ou de flibustiers, ayant avantage à maintenir la bonne harmonie entre les siens dans ses montagnes ou dans son île, découvrit *l'art d'associer les intérêts*, il faudrait bien se dépêcher de prendre et d'employer son procédé.

L'erreur que nous signalons est plus grave qu'on ne pense. C'est en effet parce que l'on prend les intentions pour des moyens que l'on ne va

ne prouvent pas du tout en faveur de la thèse de M. Arago, puisque ces choix ne sortaient nullement du *Suffrage universel*, comme le croit, bien à tort, le savant secrétaire de l'Académie. Chacun sait en effet que l'immense majorité de la population, que les travailleurs et ceux mêmes que nous appelons aujourd'hui les *capacités*, qui étaient alors des esclaves, de simples affranchis, ou des étrangers, n'étant point *citoyens* de Rome ou citoyens d'*Athènes*, n'avaient point droit de Suffrage. Or, malheureusement et à la honte de notre civilisation, nos travailleurs sont encore laissés dans l'état de *prolétariat*, c'est-à-dire dans l'état d'*esclavage collectif ou social* qui remplace l'esclavage *individuel* de Rome et d'*Athènes*, ou le *servage* des époques féodales, comme notre aristocratie *bourgeoise* et électorale remplace l'aristocratie *citoyenne* et électorale de ces républiques. La *citation* de Montesquieu n'est donc pas plus heureuse que les citations de Platon, de Goëthe et de Pascal.

Après avoir cherché à saper la *capacité politique* (voir dans le discours le paragraphe où il est question de Grotius, de Puffendorff et de Montesquieu) au profit de la simple *capacité morale*, M. Arago veut prouver que les classes populaires ont cependant la *capacité politique* ou quelque chose

pas plus loin, et que tout en reste toujours au remplacement des hommes d'un Parti par les hommes d'un autre Parti. C'est une querelle dans laquelle on met en question la moralité respective des uns et des autres, et non pas leurs *plans d'organisation* (car ils n'en ont seulement pas des deux parts); or cela, outre les désavantages que nous avons déjà signalés, a encore celui de rendre la discussion interminable; car s'il est possible de discuter et juger *un plan bien établi*, comment voulez-vous que des adversaires politiques arrivent à s'entendre réciproquement sur leurs intentions? (*Débacle de la politique*, page 41). — L'*organisation* dont il est question, comme d'une chose bien connue, dans cet ouvrage publié il y a plus de quatre ans, est précisément l'*organisation du travail* dont M. Arago semble avoir découvert si heureusement depuis peu la nécessité. Ce petit ouvrage dont nous osons recommander la lecture à M. Arago, est le *b, a, ba* de la Science sociale et de la Théorie de Fourier.

d'approchant. Pour cela il cite l'exemple de la Convention. Nous ne sommes pas de ceux qui ne voient que des scélérats dans la Convention ; mais nous n'en reconnaissons pas moins que l'exemple ne prouve rien pour la thèse de M. Arago : car chacun sait que dans notre première Révolution le peuple faisait cause commune avec la bourgeoisie contre la noblesse, le clergé et l'ancien régime, et qu'il *se laissa longtemps guider* par la bourgeoisie dans l'attaque ; tandis que, aujourd'hui, le combat (si malheureusement on le laissait s'engager, au lieu de le prévenir par une bonne solution de *la question industrielle*), tandis qu'aujourd'hui le combat serait entre le *peuple* et la *bourgeoisie*, entre les *ouvriers* et les *maîtres*, entre les *prolétaires* et les *propriétaires*. — M. Arago va reconnaître, nous en sommes sûrs, qu'il y a bien là quelque différence, lui qui ne paraît pas s'être encore laissé pousser dans son progrès radical jusqu'à la négation des droits de propriété.

Enfin et au-delà de cette partie de son discours où M. Arago a emprunté à Fourier et même aux saints-simoniens (venus après Fourier) le principe de la *nécessité d'organiser le travail*, et où il vous a parlé des misères très réelles, et de la triste position des classes ouvrières dans notre société, M. Arago, toujours pour démontrer l'excellence du Suffrage **UNIVERSEL**, s'est mis à vous prouver *qu'il peut* sortir de brillantes **EXCEPTIONS**, de grands savants, de grands capitaines, des rangs de la classe inférieure, tout aussi bien qu'il en peut sortir des classes moyennes ou supérieures. La démonstration de cette vérité *nouvelle* (tellement incontestable que personne ne la conteste) a permis à M. Arago de vous parler de Corneille et de ses magnifiques ouvrages, de Képler « qui *triturerait* ces admirables lois qui « ont conduit à la découverte du vrai système du monde, » de Franklin et du paratonnerre, de Kléber, « qui gagna la bataille d'Héliopolis où les Français triomphèrent d'ennemis « dix fois plus nombreux ; » de Masséna enfin « qui, descen-

« dant comme une avalanche de l'Albis, battit à Zurich le gé-
 « ral Korsakof et le rejeta sur le Rhin. »

On a répondu à ces citations historiques que ces grands capitaines eussent été électeurs, que Masséna était devenu prince et pair de France. Cette réponse était quelque chose ; pourtant l'on eût mieux fait de ne rien répondre du tout, car l'argumentation de M. Arago ne méritait pas de réponse. En effet, que Franklin ait été ouvrier chandelier, que des généraux dont la France est justement fière soient nés d'un gardien de chenil, d'un terrassier, d'un cabaretier, cela doit paraître aux chandeliers, aux gardiens de chenil, aux terrassiers et aux cabaretiers intelligents, eux-mêmes, un argument fort ridicule pour démontrer la capacité politique de *tous* les terrassiers, de *tous* les chandeliers, de *tous* les cabaretiers et de *tous* les gardiens de chenil de France et de Navarre. — M. Arago aurait-il donc voulu *tromper*, par ce pauvre argument, ces ouvriers *que l'on égare*, comme il le dit, *si facilement* en les flattant, et faire tout simplement auprès d'eux les affaires de sa popularité ? Cela serait pénible à supposer.

Maintenant, que l'observation en soit permise, M. Arago en vous *citant* Képler pour corroborer le principe de la *Souveraineté du nombre*, a oublié de vous parler de l'opinion de ce grand homme, lequel se trouve avoir, lui aussi, fait de la politique et avoir même parlé de la question des Suffrages, mais malheureusement, dans des principes fort différents de ceux de M. Arago. M. Arago peut s'assurer, en lisant la *Digression politique* du III^e livre des *Harmonices mundi*, que ce grand homme regardait comme chose absurde et anti-harmonique *que l'on COMPTAT, que l'on ADDITIONNAT* simplement *les suffrages, sans les PESER* (1).

(1) *Joan. Kepp. Harm. Mund., lib. III. Lincii Austriae. 1619.* — Voir notamment dans la dissertation sur un passage de *Bodin*, intitulée : *DIGRESSIO POLITICA*, p. 97, le paragraphe XX. *LEX. SUFFRAGIORUM.*

Si M. Arago n'a pas été heureux en citant ici Képler, on pensera peut-être qu'il ne l'a pas été davantage en citant Corneille, à moins toutefois qu'il ne prouve qu'on doit prendre ironiquement ce passage — qu'il eût toutefois assez bien fait de réfuter :

Mais quand le peuple est maître, on n'agit qu'en tumulte ;
 La voix de la raison jamais ne se consulte ;
 Les honneurs sont vendus aux plus ambitieux ;
 L'autorité livrée aux plus séditions ;
 Ces petits souverains qu'il fait pour une année,
 Voyant d'un temps si court leur puissance bornée,
 Des plus heureux desseins font avorter le fruit,
 De peur de les laisser à celui qui les suit ;
 Comme ils ont peu de part au bien dont ils ordonnent,
 Dans le champ du public largement ils moissonnent,
 Assurés que chacun leur pardonne aisément,
 Espérant à son tour un pareil traitement.
 Le pire des Etats, c'est l'Etat populaire.

CINNA, acte II, scène I.

M. Arago s'est fait une réputation telle qu'il doit paraître incroyable qu'un homme d'un si grand renom se soit montré si faible dans la défense de la Thèse qu'il voulait soutenir, Thèse qu'il a, on peut le dire, démolie par les arguments qu'il emploie pour l'établir. Il est pourtant bien vrai que tous ces arguments ont été commis par le savant, qu'ils sont consignés au *Moniteur* du 17 mai, où nous engageons les incrédules à les lire ; et il est bien vrai que notre analyse est très exacte

« *In judicio inque consultationibus, Arithmetica est ratio suffragiorum, si ea numerentur; Geometrica, si ponderentur, seu gravitate ferentis, seu bonitate argumentorum: Harmonica, (Bodini sensu.) etc.* »

Disons en passant que les personnes qui liront cette dissertation de Képler sur la *République de Bodin*, seront étonnées de la coïncidence qui existe entre les principes généraux qui ont guidé Képler et Fourier dans leurs jugements sur les choses. On retrouve, dans la dissertation dont il est question, sous les mots de *raison arithmétique*, *raison géométrique* et *raison harmonique*, les principes qui reviennent si souvent dans les ouvrages de Fourier sous les noms de *mode simple*, *mode composé* ou *mode harmonique*, et même, toutes les fois que Képler reprend Bodin, c'est parce que Bodin s'écarte du parfait sentiment harmonique commun à Fourier et à l'illustre astronome allemand.

c'est-à-dire que le discours de M. Arago est bien réellement une suite non interrompue de syllogismes dans chacun desquels les prémisses n'ont pas de rapport avec la conséquence ou lui sont formellement contradictoires (1). De ce discours il ne reste donc de louable que le bon sentiment qui l'a inspiré et les emprunts faits par M. Arago à la Théorie de Fourier, (*l'empirique audacieux qui emportera le malade avec le mal*) en faveur du sort des classes inférieures et sur la nécessité d'Organiser l'Industrie. Le discours de M. Arago, considéré dans l'ensemble de ce qui lui appartient en propre, est donc bien, comme nous l'avons dit, une chute.

Malgré ce discours, M. Arago n'en reste pas moins, personne ne saurait le contester, un homme éminent; il a fait ses preuves ailleurs qu'à votre tribune, et si la bataille qu'il a engagée contre plus fort que lui, en s'attaquant à Fourier, et où il restera battu nonobstant la faiblesse personnelle (2) de ceux qui ont ramassé le gant; si la bataille qu'il a engagée contre Fourier le conduit à étudier le **SYSTÈME DE L'ORGANISATION INDUSTRIELLE** de celui-ci, M. Arago se relèvera fièrement et noblement des défaites où l'entraîne une politique erronée.

En effet, M. Arago *n'aura pas de peine à apercevoir* (quand il aura étudié un peu) la haute valeur scientifique et la grande portée sociale de l'**HYPOTHÈSE** de Fourier; et il désirera, aussi vivement que nous, dans l'intérêt de la So-

(1) Nous aurions voulu pouvoir mettre tous les accidents du discours de M. Arago sur le compte des interruptions inconvenantes de la Chambre. Malheureusement c'est dans les parties du discours qui n'ont point subi les interruptions, que la logique a eu le plus à souffrir. Et puis voici que les amis de M. Arago tirent en grande pompe, à dix mille exemplaires, ce merveilleux discours dont le Savant Académicien vient de faire lui-même l'éloge dans un banquet radical. — Le moyen après cela de croire que M. Arago n'est pas content de ce qu'il a dit!

(2) Voir la Note rejetée à la fin de la brochure (page 78) sous la désignation de **FAUSSE POSITION**, etc.

ciété et des classes malheureuses dont il a, comme nous, l'excellente volonté d'améliorer le triste sort, il désirera ardemment la **MISE EN EXPÉRIENCE** de cette *Hypothèse*.

Alors, quand il montera à la tribune avec toutes ses forces propres, toutes les ressources de son esprit, et armé de la Science de Fourier, alors vous verrez ce que vaut et ce que peut un homme du talent, du savoir et de l'intelligence de M. Arago, lorsqu'il défend une cause vraie, noble et belle, qui ne le contraint plus à se brouiller avec la Logique. Puisant à larges mains et en pleine connaissance de cause alors, dans les écrits de notre Maître, il vous déroulera un tableau bien autrement vaste et saisissant que celui qu'il a fait, le 16 mai, des vices de notre Ordre ou plutôt de notre Désordre social ! il vous fera une description bien autrement poignante des misères de nos malheureuses classes ouvrières, agricoles et manufacturières, poussées par le *Morcellement* et par la *Concurrence* jusque sur les derniers confins du Salaire, et laissées par l'imprévoyance sociale dans un état aussi honteux pour la civilisation, aussi menaçant pour l'avenir et pour les intérêts des classes supérieures, qu'il est contraire à toutes les idées d'Ordre, de Justice et d'Humanité...

Et alors **VOUS L'ÉCOUTEREZ**, Messieurs ! vous l'écouteriez gravement et dignement ; vous l'écouteriez sans interruptions et sans clameurs, parce que vous saurez que sa conclusion ne sera plus une *conclusion révolutionnaire* ; parce que vous saurez qu'au lieu de vous demander le Suffrage universel et le bouleversement politique qui en serait la conséquence, il vous demandera d'entrer dans une voie sage, rationnelle et pacifique d'*Etudes et d'Expériences industrielles*, qui auront pour objet de réaliser une **ORGANISATION DU TRAVAIL** propre à élever au Bien-Être, à l'Éducation, à la Liberté et à la Dignité humaine, les classes aujourd'hui dénuées, abruties et dépendantes,—et cela *sans rien prendre à*

ceux qui possèdent, mais **AU CONTRAIRE** en servant amplement tous leurs intérêts.

« Messieurs, » s'écriera M. Arago dans le feu de son enthousiasme pour les grandes et bienfaisantes vérités qu'il aura tout récemment puisées dans Fourier, « Messieurs, pendant que nous nous agitions dans de stériles combats politiques pour améliorer, par des Réformes électorales, par des remèdes aussi dangereux qu'impuissants, l'état d'une Société détestable qui ne fait le bonheur ni des riches ni des pauvres, ni des maîtres ni des ouvriers, ni des gouvernants ni des gouvernés; pendant que nos théories, nos manœuvres et nos discours insensés ne faisaient qu'attiser inintelligemment les haines au sein du pays, exciter la guerre entre les différentes classes de la Société, les pousser à se combattre pour s'arracher le *Pouvoir*, le *droit de faire la loi*; pendant ce temps-là, le Bien, le Moyen de faire le Bien, le Bien de **TOUS**, était à côté de nous, et nous dédaignions d'y regarder! A côté de nous vivait l'homme, le génie à jamais *illustre* qui avait découvert et décrit de toutes pièces les combinaisons simples, logiques, faciles à exécuter sans trouble, sans perturbation, sans aucun danger, de l'**ORGANISATION INDUSTRIELLE** qui concilie et sert **TOUS** les intérêts, opère la fusion harmonique de toutes les classes, et peut seule mettre fin à nos folles querelles! Et cet homme, cet homme du peuple, né dans une humble boutique, et qui s'élève autant au-dessus de tous nos grands hommes que la *Science du Bonheur et de l'harmonie des hommes* s'élève au-dessus de toutes les autres Sciences, cet homme nous l'avons laissé mourir, il y a peu d'années, pauvre, ignoré, méconnu, ridiculisé, comme tous les grands hommes (1), et

(1) M. Arago a déjà dit : « *L'homme de génie est toujours méconnu quand il devance son siècle, dans quelque genre que ce soit.* » Fourier a pris cette phrase, signée ARAGO, pour épigraphe de ses derniers ouvrages.

« compris seulement par un petit nombre de disciples dé-
 « voués qui l'ont pleuré et conduit en terre, et qui ne
 « cessent depuis longtemps de travailler à le faire connaître
 « à leurs concitoyens! »

« Fourier » (car M. Arago fera de nouveau entendre
 ce nom à la tribune, en confessant noblement ses torts an-
 « térieurs), « Fourier, Messieurs, dont les idées et les vues
 « n'ont été que trop travesties et calomniées par des dé-
 « tracteurs qui ne les connaissaient pas, avait démontré dès
 « 1808 que l'esprit du siècle s'était engagé dans une voie
 « fautive et désastreuse en se jetant dans la voie de la poli-
 « tique révolutionnaire; que le problème à résoudre est
 « avant tout un *problème d'Organisation industrielle*, et
 « que ce problème peut et doit être résolu à l'avantage de
 « toutes les classes de la Société. Voici l'énoncé de ce pro-
 « blème : (Mouvement d'attention).

« *Étant donnés les intérêts du CAPITAL, du TRAVAIL et*
 « *du TALENT, tels qu'ils existent dans les combinaisons*
 « *présentes, trouver un MODE DE COMBINAISON supérieur,*
 « *également avantageux à ces trois ordres d'intérêts, qui :*
 « 1° *Les concilie en les ASSOCIANT : 2° Les attire dans un*
 « *Système d'ORGANISATION DU TRAVAIL capable d'AUGMEN-*
 « *TER CONSIDÉRABLEMENT LA FAIBLE PRODUCTION qui*
 « *résulte des fausses combinaisons présentes : 3° Enfin, répar-*
 « *tisse l'AUGMENTATION DE LA RICHESSE sur toutes les têtes,*
 « *en proportion du concours fourni, soit en Capital, soit en*
 « *Travail, soit en Talent, par chacun des Ayant-droit.* »

« Tel est, Messieurs, le problème essentiellement pacifique
 « et scientifique que Fourier s'est proposé de substituer aux
 « vains combats de l'arène politique.

« En se proposant un but aussi sage, aussi intelligent,
 « Fourier ne pouvait arriver qu'à des solutions sages et in-
 « telligentes. Et en effet, Messieurs, le premier Théorème
 « où le conduit le problème de l'*Organisation industrielle*
 « est celui-ci, à savoir ;

« *Que le Travail s'exécutant DANS LE SEIN DES COM-*
 « *MUNES, la question de l'ORGANISATION INDUSTRIELLE de*
 « *la Société se réduit fondamentalement à connaître l'OR-*
 « *GANISATION INDUSTRIELLE qui convient à la COMMUNE :*
 « — d'où il résulte que la *Réforme industrielle*, bien diffé-
 « rente en cela des *réformes politiques* qui demandent à
 « bouleverser les Royaumes et les Empires pour faire leurs
 « dangereuses expériences, n'exige, elle, pour être éprou-
 « vée, qu'une *LIEUE CARRÉE DE TERRAIN* au plus et une
 « *COMPAGNIE D'ACTIONNAIRES* fournissant les capitaux
 « nécessaires à une première *Exploitation sociétaire.* »

« En effet, la France tout entière n'étant qu'un composé
 « de Communes réunies en arrondissements et en départe-
 « ments dans l'Unité nationale, il est évident qu'on ne sau-
 « rait changer le *Régime industriel* de la France, autrement
 « qu'en le changeant, ce Régime, dans chaque atelier élé-
 « mentaire, dans chaque alvéole de la ruche, dans chaque
 « Commune enfin. Dès-lors, Messieurs, ne résulte-t-il pas
 « de là que *tout système de Réforme industrielle, d'Organi-*
 « *sation du travail* peut et doit être essayé dans une ex-
 « ploitation limitée, bornée à un faible espace? qu'il n'est pas
 « besoin, pour faire l'essai des différents Systèmes qui pour-
 « raient être proposés, d'agir sur le royaume entier et de
 « chasser du Pouvoir ceux qui l'occupent pour en mettre
 « d'autres à la place, puisque rien n'empêche les hommes de
 « bonne volonté qui veulent expérimenter un *Système quel-*
 « *conque* d'Organisation du travail d'en faire l'essai sur un
 « terrain par eux acquis? (Assentiment général).

« Je tiens, Messieurs, poursuit M. Arago, je tiens, sur-
 « tout parce que j'ai professé moi-même une opinion con-
 « traire, une erreur insoutenable (Très bien!), quand je par-
 « lais de l'*Organisation de l'industrie* sans m'être aucune-
 « ment rendu compte du sens de ces mots, je tiens à bien
 « prouver quelle hérésie logique commettent ceux qui, pour
 « absorber au profit de leur Politique inconsidérée et sub-

« versive les idées qui se répandent sur la nécessité d'in-
 « troduire des améliorations dans les conditions du travail,
 « soutiennent que la Réforme électorale est la condition préa-
 « lable, nécessaire de toute *Réforme industrielle*. Eh ! Sur
 « quoi peuvent-ils donc se fonder ? Si ces mots *Organisation*
 « *du travail* ont un sens pour eux, c'est qu'ils conçoivent un
 « *autre Régime* que celui dans lequel fonctionnent aujour-
 « d'hui, dans la Commune, les fermiers et les propriétaires,
 « les ouvriers des manufactures et les maîtres : qui les peut
 « donc empêcher, je le répète, s'ils ont trouvé *quelque*
 « *chose*, d'acheter un terrain, d'y élever des usines, d'y
 « réaliser les conditions de leur plan, d'y éprouver enfin leur
 « *quelque chose* ? (Rires et bravos.)

« Comment ! à côté de tous ces journalistes révolution-
 « naires, de tous ces Réformateurs d'élections, qui ne
 « craignent pas de répéter chaque jour, comme certain
 « personnage de vaudeville : « *Vous voulez la Réforme in-*
 « *dustrielle, prenez mon Suffrage universel* (on rit) ; *vous*
 « *voulez l'Organisation du travail, prenez ma Réforme élec-*
 « *torale* (on rit plus fort). » A côté de tous ces hommes,
 « inspirés de bons désirs, sans doute, mais qui n'ont pas ré-
 « fléchi à ce qu'ils disent, qui parlent de *Réforme indus-*
 « *trielle* sans avoir seulement la première idée de la chose,
 « qui veulent renverser la constitution politique du pays
 « sous prétexte d'*Organiser le travail*, et qui, loin d'être
 « d'accord entre eux sur la solution de ce grand problème, ne
 « se sont pas seulement donné la peine de savoir en quoi il
 « consiste : à côté de tout ce bruit, de tout ce fracas si vain,
 « si déraisonnable, je vois que l'homme qui a le premier mis
 « en avant la nécessité de l'*Organisation du travail*, qui
 « seul jusqu'ici a décrit et proposé sur ce sujet une solution,
 « un moyen, un plan, un Système ; je vois que cet homme,
 « d'une intelligence immense, qui a travaillé quarante ans
 « cette importante matière, affirme et prouve jusqu'à l'évi-
 « dence l'absurdité, la malfaisance des Réformes politiques ;

« je vois que cet homme a été dédaigné, bafoué, ridiculisé
 « par ces Réformateurs électoraux qui voudraient confisquer
 « aujourd'hui son génie, son bon sens et son autorité crois-
 « sante au profit de leur ignorance et de leurs folies : et je
 « n'aurais pas le droit de crier à l'erreur, à la divagation, au
 « scandale! et j'aurais le faux, l'abominable amour-propre,
 « parce que j'ai trempé moi-même un moment dans ces er-
 « reurs, de ne pas les signaler aujourd'hui du haut de la tri-
 « bune pour éclairer ceux qui les partagent encore! Non,
 « Messieurs! (Tonnerre d'applaudissements)...

« Mais voyez mes inconséquences; car en montrant mes in-
 « conséquences je ramènerai sans doute ceux qui raisonnent
 « encore commé j'ai raisonné moi-même. Je vous disais dans
 « mon discours du 16 mai de la session dernière, je vous disais
 « en propres termes : qu'il ne faut pas s'EFFRAIER de l'OR-
 « GANISATION DU TRAVAIL; que vous-mêmes ÉTIEZ DÉJÀ
 « ENTRÉS DANS CETTE VOIE en vous saisissant de la loi qui
 « a pour objet de régler le travail des enfants dans les manu-
 « factures; j'adoptais, avec M. Garnier-Pagès, le principe de
 « Fourier, qu'il ne faut pas couper les pans des habits pour
 « en faire des vestes, mais allonger les vestes pour en faire
 « des habits : et en même temps, je soutenais vivement devant
 « vous, et bien plus vivement encore hors de la Chambre, qu'il
 « fallait le Suffrage universel pour amener une Chambre qui
 « se voulût prêter à une bonne *Organisation du travail*!

« Il faut le dire bien haut : ceux qui raisonnent ainsi rai-
 « sonnent d'une manière absurde, et de plus, ils trahissent,
 « sans s'en apercevoir, les plus chers intérêts des classes
 « ouvrières. En effet, quand ils vous signalent aux classes
 « ouvrières comme des ennemis, et qu'ils soutiennent que
 « vous, représentants de la *Propriété*, élus par le corps des
 « *censitaires*, vous ne voudrez jamais souffrir que l'on arrive
 « à une meilleure *Organisation du Travail*, n'est-ce pas
 « poser en principe que les intérêts de la *Propriété* ne peu-
 « vent qu'être sacrifiés dans tout Système d'*Organisation de*

« *l'Industrie*? n'est-ce pas tomber dans le Saint-Simonisme, dans le Babouvisme qui ne conçoivent l'*Organisation du Travail* que par la *destruction de la Propriété*? n'est-ce pas dès - lors faire à plaisir, d'un Problème à résoudre, d'une question de Paix, de Progrès, d'Association, une question de Révolution, de Haine et de Guerre civile! N'est-ce pas trahir les intérêts populaires en les liant à un détestable principe? Comment, je le demande, peut-on soutenir qu'une Chambre de censitaires s'opposera nécessairement à toute *Réforme industrielle* à CAUSE DE SES INTÉRÊTS DE PROPRIÉTÉ, (ce qui signifie que la Réforme est dirigée contre ces intérêts), et soutenir en même temps que la *Réforme industrielle* n'est pas dirigée contre la *Propriété*, qu'elle ne coupera pas les pans des habits, mais bien qu'elle allongera les vestes? (Très bien! approbation sur tous les bancs.)

« Permettez-moi de vous exposer les deux Dilemmes dans lesquels je renferme cette discussion qui acquiert aujourd'hui beaucoup d'importance.

« Voici, Messieurs, mon premier Dilemme à l'adresse de ceux qui prêchent *la nécessité d'une Réforme dans la Politique pour obtenir une Réforme dans l'Industrie*, je leur dis : »

« Ou vous savez ce que vous entendez par RÉFORME DE L'INDUSTRIE; ou vous ne le savez pas.

« Si vous le savez, exposez votre idée, votre plan, faites connaître votre Système au pays, au gouvernement, et avant de décider qu'il est nécessaire, pour arriver à votre Système, de passer par le long et redoutable détour des Réformes politiques, — constatons bien 1° que vous avez QUELQUE CHOSE; 2° que le Pouvoir actuel s'oppose FORMELLEMENT à ce QUELQUE CHOSE.

« Si vous ne savez pas ce que vous entendez par RÉFORME DE L'INDUSTRIE, et si vous croyez à la nécessité d'une telle Réforme, alors commencez par en étudier les conditions théoriques et pratiques, mettez-vous en devoir de formuler un plan, mettez-vous d'accord sur un Système quelconque, soit de votre invention, soit de l'invention d'autrui, et ne demandez pas une

« Révolution et le Pouvoir pour faire une chose, *quand vous ne savez pas encore en quoi cette chose consiste*, quelle en est la nature, quelles en sont les conditions théoriques et pratiques »

« Voici maintenant mon second Dilemme qui porte sur le plan lui-même, sur la nature de la solution du Problème social. Je dirai à ces hommes de bons désirs, mais de logique inconséquente :

« Ou votre *Système d'ORGANISATION INDUSTRIELLE est bon et intelligent*, ou il est mauvais.

« *S'il est bon et intelligent*, c'est qu'il est capable de servir, *MIEUX que le Système actuel*, les intérêts du *Capital*, du *Travail* et ceux du *Talent*, autrement dit, il peut servir les intérêts des travailleurs sans nuire aux intérêts des propriétaires et même en servant ceux-ci : dès-lors, pourquoi affirmez-vous que les Propriétaires et leurs Députés sont *trop égoïstes* pour permettre l'application d'un Système qui ferait très bien leurs affaires ?

« *S'il est mauvais et inintelligent*, c'est-à-dire s'il nuit à l'un des trois éléments industriels, le *Capital*, le *Travail* et le *Talent*, cherchez-en un meilleur ou laissez d'abord le champ libre au Système de Fourier, qui prétend prouver, par l'expérience, qu'il sert *très copieusement* les intérêts des riches et des pauvres, des travailleurs et des maîtres, et qui n'a pas besoin de changements politiques pour être mis à l'essai. »

« Je vous demande pardon, Messieurs, de vous entretenir si longtemps (Non, non, parlez! parlez!), de vous entretenir d'une question de Science, de Théorie sociale, contrairement aux habitudes de cette tribune. Mais ces questions se lient si étroitement aujourd'hui au mouvement de l'Opinion publique, aux intérêts de l'Ordre, de la Prospérité de mon pays et du Bonheur de l'Humanité entière, que j'ai cru de mon devoir de les traiter devant vous. Il ne me reste plus qu'une chose à vous faire connaître. (Mouvement général et très marqué d'attention.)

« Vous m'avez vu, Messieurs, l'année dernière, posant à cette même place en Tribun, vous menacer d'un

« *Million de signatures* pour le *Suffrage universel*. Ce Mil-
 « lion de signatures eût prouvé qu'on peut facilement exciter
 « ceux qui ne sont pas électeurs à pétitionner pour le deve-
 « nir ; il n'eût prouvé nullement qu'il serait utile au pays
 « qu'ils le devinssent. Aujourd'hui, vous me revoyez, tou-
 « jours fidèle à mes convictions sur l'urgence de l'Orga-
 « nisation de l'Industrie, toujours fidèle à la cause sacrée des
 « travailleurs, des malheureuses classes ouvrières ; mais ca-
 « pable cette fois de les servir autrement qu'en les flattant,
 « en les appelant, par des paroles incendiaires ou peu s'en
 « faut, sur le terrain volcanisé de luttes politiques. Au-
 « jourd'hui, je vous dirai bien plus énergiquement que je
 « n'ai pu le dire, que la Société actuelle ne repose ni sur la
 « *Justice*, ni sur l'*Humanité*, ni sur le *Droit* ; qu'il est mons-
 « trueux, par exemple, que, dans notre mécanisme industriel,
 « à côté de tel banquier que j'estime, que j'aime (Les re-
 « gards se portent sur M. Laffitte), qui a pu gagner qua-
 « rante millions par des voies honorables, en remuant du
 « papier, *quarante mille* agriculteurs, en portant le poids du
 « jour et remuant la terre pendant leur vie tout entière,
 « ne puissent parvenir, à eux tous, à économiser la même
 « somme ! (Profonde sensation). Mais je proclamerai en
 « même temps que si l'on se rue avec une colère insensée
 « contre cette Société mauvaise, au lieu de travailler avec
 « intelligence à en améliorer les conditions ; si l'on irrite
 « les classes les unes contre les autres au lieu de chercher
 « les moyens de les associer, si l'on excite les jalousies et les
 « haines intestines, si l'on exploite ardemment les éléments
 « du mal qui existent dans cette Société au lieu d'exploiter
 « les éléments du bien qui s'y trouvent ; si l'on procède à
 « coups de Béliet et de Hache, au lieu de procéder par des
 « *Etudes* et par des *Expériences*, eh bien ! loin de constituer
 « une Société riche, juste, libre, humaine, heureuse, ... on
 « ne constituera que des ruines ! » (Très bien ! bravo ! applau-
 dissements prolongés.)

M. PISCATORY : « Parlez-moi du *Progrès* entendu comme cela! je m'y rallie de grand cœur! »

M. ARAGO : « Je ne vous demande donc plus, Messieurs, le *Suffrage universel*, pour arriver à l'*Organisation du travail*. L'influence que j'aurais exercée pour récolter le *Million de signatures* est dix fois suffisante pour déterminer l'expérience de tout Système rationnel d'*Organisation du Travail*. Le crédit dont jouit mon honorable ami, M. Laffitte, que j'avais entraîné avec moi dans mes erreurs révolutionnaires, est bien plus puissant qu'il ne faut pour fonder un Essai du *Régime sociétaire* sur une demi-lieue carrée de terrain, Essai absolument décisif, s'il réussit d'emblée, et qui permettrait d'ailleurs d'agir par la méthode des tâtonnements, si la chose était nécessaire.

« Je le répète, Messieurs, si le travail est *Organisable*, passez-moi l'expression, (et on ne saurait, sans absurdité, douter qu'il ne fût *Organisable*), tous les Systèmes d'Organisation possibles peuvent s'expérimenter sur un terrain grand comme celui d'une bourgade. »

M. GAUGUIER : « C'est évident! »

M. ARAGO : « Nous sommes donc décidés, mon honorable ami M. Laffitte et moi, à prouver la réalité de nos bons désirs en faveur des classes qui souffrent le plus vivement de l'anarchie industrielle actuelle, de la Libre Concurrence, du Morcellement, de l'Instabilité du Travail, du système des Salaires; : Nous allons, sans plus tarder, démontrer par l'expérience qu'on peut *Organiser le Travail* au profit des Travailleurs et des Capitalistes, unir leurs intérêts aujourd'hui opposés, déterminer par une *Association agricole et manufacturière bien entendue* une PRODUCTION quatre fois, dix fois plus considérable que la production actuelle, et réaliser une répartition de cette Production, juste, équitable et satisfaisante, c'est-à-dire une répartition proportionnelle au Capital, au Travail et au Talent, fourni par chacun des intervenants.

« Ainsi, nous nous rallions, mon honorable ami et moi, au
 « vœu de Fourier et de ses disciples — qui ne sont point des
 « sectaires se séparant de la Société et voulant y fonder une
 « confrérie, une petite église, mais des ingénieurs sociaux,
 « si je puis m'exprimer ainsi, qui ont des idées sages, qui les
 « répandent, et qui n'ont d'autre but que d'expérimenter,
 « sous l'empire des lois politiques, civiles, religieuses et mo-
 « rales de leur pays, un NOUVEAU MÉCANISME appliqué à
 « un ensemble d'opérations purement et simplement in-
 « dustrielles.

« Nous allons donc, avec eux, fonder une *Colonie agri-
 « cole sociétaire* et élever un *Phalanstère*..... (Chuchotte-
 « ments. Ecoutez ! écoutez !)

« Messieurs, il serait sans doute d'une bonne et sage po-
 « litique que le Gouvernement prît lui-même ici l'honneur
 « de l'initiative, qu'il fit faire lui-même, sous son patro-
 « nage, sous sa direction, l'expérimentation de tout ce qui,
 « dans les idées de Fourier, est applicable, ou du moins peut
 « l'être aujourd'hui. Vous voteriez, j'en suis sûr, avec accla-
 « mations, les fonds nécessaires à d'aussi utiles, à d'aussi
 « importantes expériences. Le Gouvernement rallierait im-
 « médiatement à lui, par une telle démonstration, tous ceux
 « qui se font, contre lui, une arme de son inaction en pré-
 « sence du grand *Problème industriel*; et les classes ou-
 « vrières, voyant qu'on songe à leurs misères, changeraient
 « bien vite les sentiments hostiles qu'on cherche à exciter
 « chez elles, en sentiments d'amour et de reconnaissance.
 (Sensation.)

« Et certes, il n'en faut pas douter, — si la Presse qui, au
 « lieu d'éclairer le Gouvernement, ne fait que le harceler et
 « lui susciter des embarras et des entraves au nom des
 « intérêts populaires; — si la Presse avait mis en DIS-
 « CUSSION SCIENTIFIQUE le problème de l'*Organisation du
 « Travail*; si elle avait employé quelque peu de son talent,
 « de ses forces, de sa publicité, de sa puissance, à faire con-

« naître au pays le *seul Système* présenté jusqu'ici pour ré-
 « soudre la question, le Système de Fourier, pour qui elle n'a
 « guère eu qu'un dédaigneux silence, de méchants quolibets
 « ou de ridicules calomnies ;—certes, on n'en saurait douter,
 « l'Opinion publique, édifiée sur la haute utilité des pacifi-
 « ques Expériences dont je plaide la cause, réclamerait elle-
 « même aujourd'hui l'initiative officielle du Gouvernement
 « du pays dans cette glorieuse affaire.

« Mais si l'Opinion, retardée dans sa marche plutôt
 « qu'éclairée et avancée par la Presse, n'est point encore
 « assez mûre pour que le Gouvernement et les Chambres
 « croient devoir intervenir officiellement, rien ne vous em-
 « pêche, Messieurs, de *prendre individuellement des Actions*
 « dans une entreprise aussi éminemment intéressante que
 « celle qui pourra décider la question de l'*Organisation du*
 « *Travail*, l'Association des intérêts du Capital, du Travail
 « et du Talent, l'extinction des partis, la fusion des diffé-
 « rentes classes, et par suite la Prospérité de la France et
 « du Monde! (Très bien!) Je crois pouvoir vous garantir,
 « Messieurs, qu'une entreprise aussi éminemment impor-
 « tante, aussi humaine, aussi sage sera encouragée par un
 « auguste patronage. Car le Roi, Messieurs, est, à titre de
 « chef du Gouvernement et de premier propriétaire de
 « France, le plus intéressé à l'Ordre, à la Prospérité pu-
 « blique et particulière, à la Paix générale, au Bonheur
 « des individus et des nations! (Bien! très bien!)

« Que la France donc, par le concours individuel de toutes
 « ses généreuses intelligences, de toutes ses hautes positions,
 « de toutes ses gloires, prenne la première, au milieu des Na-
 « tions, l'initiative des Expériences qui résoudront la Question
 « de l'ORGANISATION DU TRAVAIL, de l'ASSOCIATION INDUS-
 « TRIELLE, et décideront des heureuses Destinées du Monde!

Ce discours, prononcé par l'illustre savant, d'une voix
 entraînante, et profondément convaincue, en termes bien

supérieurs à ceux que nous venons de rapporter, produit sur l'Assemblée un effet incroyable... On applaudit partout, sur les bancs, dans les tribunes. Les députés se pressent en foule autour de l'Orateur dont l'œil rayonne d'intelligence, de contentement et de gloire. Le bruit se répand que M. Lafite a souscrit pour *cing cent mille francs* d'Actions dans la *Société de fondation* dont il va être le banquier; M. Gauguier s'écrie qu'il souscrit pour *cinquante mille francs*. Tous les Députés veulent être inscrits sur la liste. On n'a jamais vu un plus beau spectacle à la Chambre, et M. Thiers, Président du Conseil, proclame à grands cris « qu'il faut absolument que la fondation de l'Essai soit faite par la France « entière représentée par son Gouvernement. »

Le général Bugeaud, qui est parvenu à joindre M. Arago, lui dit en le complimentant et en lui serrant vivement la main : « Bravo ! mon cher collègue, vous avez renoncé au « Suffrage universel... J'étais bien sûr... »

« Que dites-vous, Général ? » réplique instantanément, M. Arago, j'y ai si peu renoncé que je veux faire de tous « les Français des *centitaires*... et bien mieux encore ! »

Nota. — Ceux de MM. les députés qui voudront prendre connaissance des *plans détaillés* : 1° d'un PHALANSTÈRE en grande échelle, et monumental (dans le genre de celui dont une vue perspective ci-dessus); 2° d'un PHALANSTÈRE réduit (celui qui sera exécuté dans la *Fondation* que nous nous proposons), doivent s'adresser au bureau de la *Phalange*, rue de Tournon n° 6, siège de la *Société pour la Propagation et la Réalisation de la Théorie de Fourier*.

Nous ne terminerons pas la Requête que nous vous adressons, Messieurs les Députés, sans profiter de l'occasion pour vous faire une belle et bonne ANNONCE de la *Phalange*, et vous engager vivement à vous y abonner, comme au Journal le plus sensé, le plus sage, le plus avancé et l'un des plus économiques de tous ceux qui se publient à Paris, — soit dit sans offenser les confrères.

La *Phalange*, Messieurs, va paraître dès le mois prochain *trois fois par semaine* : Elle suivra toutes vos discussions, et elle ose espérer que vous voudrez bien suivre un peu, vous-mêmes, celles qu'elle fera sur votre compte.

Voyez, Messieurs, lisez, examinez, cherchez bien. Cette RAISON que vous poursuivez avec une si louable ardeur, ne seriez-vous pas bien étonnés si vous alliez la trouver... réfugiée chez des *Utopistes* ? C'est, Messieurs, rue de Tournon n° 6. (*Affranchir.*)



IDÉE D'UN PHALANSTÈRE.

Habitation d'une PHALANGE de 400 à 500 FAMILLES ASSOCIÉES en fonctions de
Agriculture, ménage, fabriques, éducation, arts, sciences, etc.;
Remplaçant, dans l'ORDRE SOCIÉTAIRE et ORGANISÉ, les 400 à 500 constructions incohérentes,
maisons, masures, granges, étables, etc.,
d'une BOURGADE de 1800 à 2000 habitants dans l'ORDRE MORCELÉ et NON-ORGANISÉ actuel.

THÉORIE

DU

DROIT DE PROPRIÉTÉ

Lorsqu'un esprit droit et quelque peu scientifique aborde le domaine de ce que l'on appelle pompeusement les Sciences morales, politiques, philosophiques, et la Science du droit, il demeure frappé de stupeur.

En voyant les contradictions et les logomachies de toutes les sortes qui ont été entassées pêle-mêle sur l'objet de chacune de ces prétendues Sciences, on est porté à croire que l'esprit humain se serait donné pour problème d'écrire et de dire tout ce qui pouvait être dit ou écrit de faux, sur ces matières, pendant plusieurs milliers d'années. Si la Vérité avait été ainsi prohibée délibérément, les philosophes, les légistes et les publicistes pourraient se rendre témoignage qu'ils ont fait bonne garde; car il serait difficile de prouver qu'ils aient laissé passer un brin de contrebande. Aussi, à l'abri de cette protection scrupuleuse, leur industrie d'erreurs et de contradictions a-t-elle pris de beaux, de magnifiques développements.

Les questions importantes, fondamentales, celles sur lesquelles on a le plus discuté, le plus commenté, le plus *éclairci*, sont précisément celles sur lesquelles on est parvenu à jeter le plus d'obscurité. S'il y a dix mille volumes écrits pour étudier un

sujet, soyez sûr qu'il est demeuré plus ténébreux que tel autre qui n'a été éclairé que par cinq mille volumes seulement. La question de la Propriété, que nous allons examiner dans cet article, fournit une bonne preuve de ce que nous avançons. Cette question est capitale, elle est le fondement de l'Économie de toute Société, et, puisqu'elle est la base de la législation, si nous démontrons que cette question n'a jamais été comprise, il en résultera très clairement et très logiquement que toutes les législations humaines échafaudées depuis que les hommes légifèrent (qu'on nous passe ce vilain mot) ont toujours reposé sur une base fautive et sont nécessairement fautes elles-mêmes.

Il ne fallait pourtant qu'une modeste dose de bon sens pour résoudre cette grande question. — Entrons en matière.

I.

Fausseté des diverses opinions admises sur le Droit de Propriété.

On peut réduire à trois classes les opinions admises sur le Droit de Propriété.

Les uns, définissant ce Droit : le Droit *d'user et d'abuser*, concèdent ce droit à l'individu d'une manière exclusive et l'appliquent en sens absolu et légitime à tous les objets qui sont aujourd'hui dans le domaine de la Propriété. Ceux-là, en général, n'entendent pas qu'on leur demande l'origine et la preuve du Droit qu'ils définissent ainsi ; ils regardent même assez volontiers comme un crime le simple désir de porter l'exégèse sur cette arche sacro-sainte.

D'autres, révoltés contre les conséquences de cette opinion, contre la grande injustice sociale qu'entraîne la constitution actuelle de la Propriété (qui leur semble entièrement fondée sur l'idée précédente), refusent net de reconnaître à l'individu le Droit de Propriété, et veulent en faire exclusivement l'*apanage de l'État*.

D'autres enfin, ne pouvant se résoudre à adopter l'une ou l'autre de ces opinions extrêmes et tranchées dans leur espèce, s'en composent une troisième en mélangeant celles-ci à diverses doses. Ils expriment le résultat de ce mélange en disant vaguement que la Propriété est un *Droit individuel, mais un Droit qui doit être borné et modifié par la Société*.

L'existence simultanée de ces trois sortes d'opinions prouve d'abord qu'aucune d'elles n'est juste, et qu'il y a confusion et obscurité dans les idées ; car la Vérité ou la Science ne saurait s'accommoder de trois versions différentes sur le même fait.

D'ailleurs, quand on examine chacune de ces opinions, on voit qu'elles proviennent d'un amalgame peu logique de l'idée obscure du *Droit* avec des idées engendrées sous l'influence du *Fait*. Enfin, aucune de ces opinions ne procède d'une *vue scientifique* ou *vraie*, puisque aucune ne représente un *système nettement coordonné à un Principe fondamental* que l'intelligence ne puisse récuser.

La question du *Droit*, cependant, est indépendante de la question du *Fait*; le *Fait* peut n'être pas conforme au *Droit* sans que pour autant le *Droit* cesse d'être; car le *Fait*, étant d'une tout autre nature que le *Droit*, il ne saurait en aucune façon établir prescription contre le *Droit*.

Il faut donc, pour connaître la vérité, constater d'abord le *Droit* dans sa sphère indépendante et métaphysique, sans se préoccuper du *Fait* existant. Puis, une fois le *Droit* constaté, il faut pour faire œuvre d'intelligence sociale, chercher comment on peut réaliser le *Droit* dans la *Société*, c'est-à-dire chercher le moyen de rendre conforme au *Droit*, qui est immuable, le *Fait* qui est variable de sa nature. En conséquence nous établirons d'abord la *Théorie du Droit de Propriété*.

II.

Théorie absolue du Droit de Propriété.

Le mot *Droit* s'applique à deux sujets que l'on confond presque toujours dans le langage, et que nous devons, avant tout, distinguer très soigneusement. Tantôt on entend par ce mot le *Droit naturel*, c'est-à-dire le *Droit* qui est l'expression des rapports résultants de la nature même des êtres ou des choses: ce *Droit* est évidemment imprescriptible et immuable. Tantôt on applique le même mot à la désignation de ces rapports, essentiellement variables, que les législateurs établissent en exprimant leur volonté législative, et qui ont pour sanction la force publique. Ce *Droit*-ci est le *Droit conventionnel* ou *légal*; il n'est à proprement parler qu'un *Fait*. Le *Droit* de cette sorte peut fort bien consacrer des rapports faux, *il n'existe même qu'à la condition de régir des rapports faux*; car il est fort évident que si les rapports sociaux étaient l'expression même des rapports naturels, des convenances essentielles des êtres, les choses iraient bien d'elles-mêmes sans le secours de la législation, du *Droit factice*, conventionnel, sanctionné par la force qui, pour être la force publique, n'en est pas moins la contrainte et la violence.

Que néanmoins les Codes et les Lois des hommes soient néces-

saires en l'absence du Code social de Dieu, c'est-à-dire tant que la Société n'est pas organisée conformément aux rapports naturels des êtres, c'est ce que nous sommes bien éloignés de contester. Ce que nous disons seulement et ce que personne ne nous contestera, sans doute, c'est que ces Codes humains ne peuvent exister qu'à la condition d'être faux, puisqu'ils n'existent qu'en l'absence du seul code qui puisse être VRAI.

Conformément à ce que nous venons d'exposer, il faudra entendre qu'il est question du Droit naturel, du vrai Droit, du Droit immuable, quand nous n'accompagnerons le mot Droit d'aucune épithète qui lui donne le second sens, le sens de ce fait variable au gré du législateur, qui a jusqu'ici réglementé les sociétés humaines.

Cela posé, nous dirons nettement que la Propriété, telle qu'elle a été généralement constituée chez tous les peuples industriels jusqu'à nos jours, est entachée d'illégitimité et pèche singulièrement contre le Droit. Nous allons prendre la thèse *ab ovo*, quoique nous voulions, ou plutôt parce que nous voulons être brefs. — Constatons tout d'abord le *Droit naturel*.

L'Espèce humaine est placée sur la Terre pour y vivre et pour s'y développer ; l'Espèce est donc *usufruitière* de la surface du globe. Cette attribution de l'Usufruit de la Terre à l'Espèce n'est autre chose évidemment que l'expression du rapport naturel qui existe entre ces deux termes ou ces deux êtres : l'Espèce humaine, dont la destinée est de soutenir sa vie et d'accomplir son développement, et la Terre, dont le propre est de fournir à l'Espèce, tout entière, les moyens de vie et de développement.

Or, sous le Régime qui constitue la Propriété dans toutes les nations civilisées, le fonds commun, sur lequel l'Espèce tout entière a plein droit d'usufruit, a été envahi ; il se trouve confisqué par le petit nombre à l'exclusion du grand nombre. Eh bien ! n'y eût-il, en fait, qu'un seul homme exclu de son Droit à l'Usufruit du fonds commun par la nature du Régime de la Propriété, cette exclusion constituerait à elle seule une atteinte au Droit, et le régime de Propriété qui la consacrerait serait certainement injuste, illégitime.

Tout homme qui, venant au monde dans une Société civilisée, ne possède rien et trouve la terre confisquée tout autour de lui, ne pourrait-il pas dire à ceux qui lui prêchent le respect pour le Régime existant de la Propriété, en alléguant le respect que l'on doit au *Droit de Propriété*, ne pourrait-il pas dire : « Mes amis, entendons-nous et distinguons un peu les choses. Je suis fort partisan du Droit de Propriété et très disposé à le respecter à

« l'égard d'autrui, à la juste condition qu'autrui le respecte à
 « mon égard. Or, en tant que membre de l'Espèce, j'ai Droit à
 « l'Usufruit du fonds qui est la Propriété commune de l'Espèce,
 « et que la nature n'a pas, que je sache, donné aux uns au détri-
 « ment des autres. En vertu du Régime de Propriété que je trouve
 « établi en arrivant ici, le fonds commun est confisqué et très
 « bien gardé. Votre Régime de Propriété est donc fondé sur la
 « spoliation de mon Droit d'Usufruit et du Droit de tous ceux, en
 « grand nombre, qui sont dans la même position que moi. Ne
 « confondez pas le Droit de Propriété avec le Régime particulier
 « de Propriété que je trouve établi par votre Droit factice, et con-
 « venez que vous raisonnez fort mal quand vous me demandez,
 « au nom du Droit de Propriété, respect pour un Régime de Pro-
 « priété qui débute par nier ce principe en me spoliant. Trouvez,
 « si vous le pouvez, quelque raison autre que celle du Droit pour
 « m'amener à accepter votre Régime ; car la Légitimité du Droit
 « de Propriété, que vous êtes assez imprudents pour invoquer
 « vous-mêmes contre moi, est précisément ce qui m'arme légi-
 « timement contre vous qui ne paraissez pas vous douter que
 « vous êtes mes spoliateurs, et contre votre Droit factice qui a
 « la prétention de consacrer l'usurpation dont je suis victime. »

Il est temps, grandement temps, que ceux qui conduisent les nations méditent ce discours pour aviser aux moyens d'éviter que les Prolétaires en masse ne le traduisent un jour en un autre langage. Le jour où cette traduction pourrait être faite approchera plus vite que l'on ne semble le craindre ; car le sort du Prolétaire empire rapidement, chez toutes les nations civilisées, avec les progrès de l'industrialisme. La Société marche sur un terrain dangereux ; le Prolétaire a composé déjà une amère et terrible Marseillaise qu'il chante en chœur dans les ateliers ; on peut la jurer par le refrain :

Sème le champ, Prolétaire...
 C'est l'Oisif qui récoltera,
 C'est l'Oisif qui récoltera...

Le moyen de conjurer un danger n'est pas de se refuser à le voir. Il faut songer sérieusement au sort du prolétaire, *il le faut...* Mais non. Il est bien plus important de s'occuper du programme de M. Thiers, ou de la profonde question sociale de la *Présidence réelle*..... (1).

(1) Quand cet article a paru la France était en émoi pour la *présidence réelle*. Nous avons fait cette grande conquête, mais on ne voit pas

Le Régime actuel de la Propriété est donc illégitime et repose sur une fondamentale spoliation. — Il serait fort étonnant, au reste, qu'il en fût autrement dans un Etat social qui sort à peine de l'ordre guerrier, et sous une législation qui n'est et ne peut être encore qu'une modification de l'ancien Droit, le Droit de la conquête.

Le sentiment de cette illégitimité a conduit certains rêveurs à l'idée du partage égal des terres. Mais il est facile de voir que ce système, reproduisant toujours le fait de la confiscation de la terre et enlevant à l'individu son Droit d'Usufruit du fonds commun, n'aurait pas même le mérite d'être conforme au Droit naturel, puisque chaque individu pourrait dire : « Je n'accepte pas ce petit coin de terre que vous voulez me forcer à prendre *en échange* de mon Droit naturel ; je ne veux pas de la propriété de ce lopin et je réclame l'Usufruit du fonds commun. » Nous ne parlerons pas de la pratique de cette idée absurde d'un partage qui abolirait l'industrie, la richesse, les arts, qui ruinerait la Société de fond en comble, et qui d'ailleurs devrait être renouvelé *à chaque minute au moins*, attendu qu'à chaque minute le nombre des individus varie par les morts et par les naissances. Le partage des terres est une de ces idées qui sont propres à révolutionner des masses ignorantes et à établir dans une nation la guerre du Pauvre contre le Riche, mais qu'on n'a pas à discuter entre gens de bon sens.—D'autres rêveurs ont invoqué le retour à l'Etat Sauvage.

Dans l'état de Sauvagerie le Droit de chaque individu à la terre existe sans doute ; chaque Sauvage, en effet, est libre de chasser, de pêcher, de cueillir les fruits de la terre, et de faire paître les animaux que la chasse a pu lui livrer.

Les quatre Droits :

Droit de	{	Chasse,
		Pêche,
		Cueillette,
		Pâturage,

constituent évidemment le Sauvage dans l'exercice de son Droit d'Usufruit du fonds commun.

que les travailleurs et la société y aient gagné. *Nota.* Pour rendre à ce passage un caractère d'actualité, il suffira toujours que le lecteur remplace ici les mots *présidence réelle* et *programme de M. Thiers* par le nom de la billevesée politique qui occupera les esprits au moment de la lecture. Lisez donc aujourd'hui *réforme électorale*, par exemple, à la place de *présidence réelle*.

Mais l'homme n'est pas fait pour croupir dans l'Etat Sauvage ; il est appelé à exercer son activité sur la Terre, non pas pour y trouver à vivre misérablement des produits de la *nature brute*, mais pour féconder la Terre par son industrie, pour la cultiver, l'embellir et la couvrir des grandes richesses qui sont nécessaires au plein développement des facultés humaines.—Le retour à l'Etat Sauvage que préconisait Rousseau en haine de la corruption de l'Etat Civilisé et de la spoliation du Droit naturel que la constitution actuelle de la Propriété consacre, le retour à l'Etat Sauvage ne saurait donc être considéré comme la solution de la question sociale en général, non plus que de la question particulière qui nous occupe, solution que nous donnerons quand nous aurons achevé la Théorie du Droit de Propriété.

Notons le premier point acquis : *l'Usufruit de la Terre appartient à chaque individu de l'Espèce*; c'est un Droit naturel, imprescriptible, et de même nature que le Droit à l'Air et au Soleil, puisque pour accomplir la loi de son existence, l'homme a tout autant besoin des fruits de la Terre qu'il a besoin de la chaleur et de l'atmosphère, et puisque la Terre, comme l'Air, comme le soleil, a été donnée à tous, et non aux uns plutôt qu'aux autres. Nous supposons ce point bien compris.— Pour voir maintenant comment et à quelles conditions la *Propriété particulière* peut se manifester et se développer *Légitimement*, il nous faut posséder le *Principe fondamental du Droit de Propriété*. Le voici :

Tout homme POSSÈDE LÉGITIMEMENT LA CHOSE que son travail, son intelligence, ou plus généralement QUE SON ACTIVITÉ A CRÉÉE.

Ce Principe est incontestable, et il est bon de remarquer qu'il contient implicitement la reconnaissance du Droit de tous à la Terre. En effet, la Terre n'ayant pas été créée par l'homme il résulte du Principe fondamental de la Propriété que la Terre, le fonds commun livré à l'Espèce, ne peut en aucune façon être légitimement la propriété exclusive de tels ou tels individus qui n'ont pas créé cette valeur.—Constituons donc la vraie Théorie de la Propriété, en la fondant exclusivement sur le principe irrécusable qui asseoit la *Légitimité de la Propriété* sur le fait de la *CRÉATION de la chose ou de la valeur possédée*. Pour cela faire, nous allons raisonner sur la Création de l'Industrie, c'est-à-dire sur l'origine et sur le développement de la culture, de la fabrication, des arts, etc., dans la Société humaine.

Supposons que, sur le terrain d'une île isolée, sur le sol d'une

nation, ou sur la terre entière (l'étendue du théâtre de l'action ne change rien à l'appréciation des faits), une génération humaine se livre pour la première fois à l'industrie, pour la première fois elle cultive, fabrique, etc.—Cette génération, par son travail, par son intelligence, par l'emploi de son activité propre, *crée des produits, développe des valeurs* qui n'existaient pas sur la terre brute. N'est-il pas parfaitement évident que la Propriété sera conforme au Droit dans cette première génération industrielle, SI la *valeur* ou la *richesse produite par l'activité de tous* est répartie entre les producteurs EN PROPORTION DU CONCOURS de chacun à la création de la richesse générale? — Cela n'est pas contestable.

Or, les résultats du travail de cette génération se divisent en deux catégories qu'il importe de bien distinguer.

La *première catégorie* comprend les produits du sol, qui appartenaient à cette première génération en sa qualité d'usufruitière, augmentés, raffinés ou fabriqués par son travail, par son industrie. — Ces produits consistent, soit en objets de consommation, soit en instruments de travail. — Il est clair que ces produits appartiennent *en toute et légitime propriété* à ceux qui les ont créés par leur activité. Chacun de ceux-ci a donc DROIT, soit à consommer immédiatement ces produits, soit à les mettre en réserve pour en disposer plus tard, à sa convenance, soit à les employer, les échanger, ou les donner et les transmettre à qui bon lui semble, sans avoir besoin pour cela de l'autorisation de qui que ce soit. Dans cette hypothèse, cette Propriété est évidemment *Légitime*, respectable, sacrée. On ne peut y porter atteinte sans attenter à la *Justice*, au *Droit* et à la *Liberté individuelle*, enfin sans exercer une spoliation.

Deuxième catégorie. Mais les créations dues à l'activité industrielle de cette première génération ne sont pas toutes contenues dans la catégorie précédente. Non-seulement cette génération a créé les produits que nous venons de désigner (objets de consommation et instruments de travail), mais encore elle a ajouté une *Plus-value* à la valeur primitive du sol par la culture, par les constructions, par tous les travaux de fonds et immobiliers qu'elle a exécutés.

Cette Plus-value constitue évidemment un produit, une valeur créée par l'activité de la première génération; et si, par un moyen quelconque (ne nous occupons pas ici de la question des moyens), si, par un moyen quelconque, la Propriété de cette Plus-value est équitablement (c'est-à-dire proportionnellement au concours) distribuée à chacun des membres de la société, chacun de ceux-ci possèdera *Légitimement* la part qui lui sera

revenue. Il pourra donc disposer de cette Propriété individuelle légitime, comme il l'entendra, l'échanger, la donner, la transmettre sans qu'aucun des autres individus, sans que la collection même des autres individus, c'est-à-dire la Société, puisse jamais avoir droit sur ces valeurs.

Nous pouvons donc parfaitement concevoir que quand la seconde génération arrivera, elle trouvera sur la terre deux sortes de capitaux.

1° *Le Capital Primitif ou Naturel* qui n'a pas été créé par les hommes de la première génération, — c'est-à-dire la valeur de la terre brute ;

2° *Le Capital Créé* par la première génération, comprenant les *produits* et les instruments qui n'auront pas été consommés ou usés par la première génération, et comprenant aussi la *Plus-value* que le travail de la première génération aura ajoutée à la valeur de la terre brute.

Il est donc évident, ou mieux encore, il résulte clairement et nécessairement du Principe fondamental du Droit de Propriété, que nous avons établi, il résulte nécessairement, disons-nous, que chaque individu de la deuxième génération a un Droit égal au *Capital Primitif ou Naturel*; tandis qu'il n'a aucun Droit à l'autre Capital, au *Capital Créé* par le travail de la première génération. Chaque individu de celle-ci pourra donc disposer de sa part du *Capital Créé* en faveur de tels ou tels individus de la seconde génération qu'il lui plaira choisir, enfants, amis, etc., sans que personne, sans que l'Etat lui-même (1), comme nous venons déjà de le dire, ait rien à prétendre (*au nom du Droit de Propriété*) (1) sur les dispositions que le donateur ou le légataire en faites.

Remarquons que, dans notre hypothèse, l'individu de la seconde génération est déjà avantagé par rapport à celui de la première, puisque, outre le Droit au *Capital Primitif* qui lui est conservé, il a la chance de recevoir une part du *Capital Créé*, c'est-à-dire une valeur qu'il n'aura pas produite, et qui représente un travail antérieur.

Si donc nous supposons les choses constituées dans la Société de telle sorte

1° Que le Droit au *Capital Primitif*, c'est-à-dire à l'Usufruit du

(1) L'Etat ! dans cette hypothèse, participe à la distribution de la richesse générale en proportion de son concours, c'est-à-dire en proportion de ses services d'administration et de sûreté publique.

sol dans son état brut, soit conservé, ou qu'un DROIT ÉQUIVALENT soit reconnu à chaque individu qui naît sur la terre à une époque quelconque;

2° Que le *Capital Créé* soit réparti continuellement entre les hommes, à mesure qu'il se produit, en proportion du concours de chacun à la production de ce Capital,

Si, disons-nous, le mécanisme de l'Organisation sociale satisfaisait à ces deux conditions, la PROPRIÉTÉ, sous un pareil Régime, *serait constituée* DANS SA LÉGITIMITÉ, — *Le Fait* serait CONFORME au *Droit*.

Encore faut-il bien reconnaître que la première de ces deux conditions de légitimité n'est qu'un *minimum*; car l'individu né dans une Société policée et industrielle, laquelle crée et excite avec énergie des besoins inconnus dans l'État sauvage, est en Droit de réclamer de cette Société plus qu'il ne pourrait réclamer de l'État sauvage. Mais négligeons pour le moment cette vue et raisonnons sur les conditions simples que nous venons d'établir.

Le Droit au Travail peut seul légitimer tout Régime de Propriété qui s'étend au sol.

Le développement de l'Humanité sur la Terre exige évidemment que le sol ne soit pas laissé dans l'état inculte et sauvage; la Destinée de l'Humanité elle-même s'oppose donc à ce que le Droit de l'homme à la Terre conserve sa FORME *primitive et brute*.

Le Sauvage jouit, au milieu des forêts et des savanes, des quatre Droits naturels Chasse, Pêche, Cueillette, Pâture. Telle est la première forme du Droit.

Dans toutes les Sociétés civilisées l'homme du peuple, le Proletaire, qui n'hérite de rien et ne possède rien, est purement et simplement dépouillé de ces droits. On ne peut donc pas dire que le Droit primitif ait ici changé de Forme, puisqu'il n'existe plus; la Forme a disparu avec le Fond.

Or, quelle serait la Forme sous laquelle le Droit pourrait se concilier avec les conditions d'une Société industrielle? La réponse est facile.

Dans l'État sauvage, pour user de son Droit, l'homme est *obligé d'agir*. Les *Travaux* de la Pêche, de la Chasse, de la Cueillette, de la Pâture sont les conditions de l'exercice de son Droit. Le Droit primitif n'est donc que le *Droit à ces travaux*.

Eh bien! qu'une Société industrielle, qui a pris possession de la Terre et qui enlève à l'homme la faculté d'exercer à l'aventure et en liberté sur la surface du sol ses quatre Droits na-

turels, que cette Société reconnaisse à l'individu, en compensation de ces Droits dont elle le dépouille, **LE DROIT AU TRAVAIL** : alors, en principe et sauf application convenable, l'individu n'aura plus à se plaindre. En effet, son Droit primitif était le *Droit au travail* exercé au sein d'un Atelier pauvre, au sein de la Nature brute; son Droit actuel serait *le même Droit* exercé dans un Atelier mieux pourvu, plus riche, et où l'activité individuelle doit être plus productive.

La condition *sine quâ non* pour la Légitimité de la Propriété est donc que la Société reconnaisse au Prolétaire le **DROIT AU TRAVAIL** et qu'elle lui assure au moins autant de moyens de subsistance, pour un exercice d'activité donné, que cet exercice eût pu lui en procurer dans l'État primitif.

Quiconque aura lu avec attention les déductions qui précèdent ne contestera ni la justice ni la justesse de cette conclusion.

Or l'Ouvrier *qui n'a pas de travail* a-t-il aujourd'hui le Droit d'aller dire au Maire de sa commune, au Préfet de son département, à un Représentant de la Société enfin : « Il n'y a plus pour moi de Travail à l'atelier où j'étais engagé », ou bien « le Salaire est tenu tellement bas qu'il n'est plus suffisant pour assurer ma subsistance; je viens donc réclamer de vous du Travail à un taux de Salaire tel que mon sort puisse être jugé préférable à celui du Sauvage, libre dans ses bois ? » — Non.

Non-seulement ce Droit n'est pas reconnu, non-seulement il n'est pas garanti par des Institutions sociales, mais encore la Société dit au Prolétaire, spolié par elle du premier, du plus sacré de tous les droits, de son Droit de Propriété à l'usufruit de la Terre, elle lui dit : « Trouve du Travail SI TU LE PEUX, et si tu ne le peux pas, meurs de faim *en respectant la Propriété d'autrui* (fondée sur l'usurpation de ton Droit) » la Société pousse encore la dérision jusqu'à DÉCLARER COUPABLE l'homme qui ne *peut pas Trouver du travail*, qui ne peut pas trouver à vivre ! Chaque jour nous jetons en prison des malheureux, *coupables de Mendicité, de Vagabondage*, c'est-à-dire coupables de n'avoir ni subsistance, ni asile, ni moyens de s'en procurer....

Le Régime de la Propriété, dans toutes les nations civilisées, est donc injuste au premier chef. Il est fondé sur la conquête, sur une prise de possession qui n'est qu'une usurpation permanente tant qu'un EQUIVALENT des Droits naturels n'est pas donné à ceux qui sont exclus en fait de l'usage du sol.

Ce régime, en outre, est extrêmement dangereux, attendu que dans les nations où la richesse, l'industrie et le luxe sont

très développés les Prolétaires ne peuvent manquer, tôt ou tard, de se prévaloir de cette spoliation pour bouleverser la Société. Aux catastrophes politiques succéderont les catastrophes sociales, c'est-à-dire que, aux Révolutions dirigées contre telle forme ou tel personnel de gouvernement, se substitueront les révolutions dirigées contre l'Ordre social lui-même, les Révolutions qui s'attaqueront AUX BASES de la Société, ce qui est autrement grave. — Le spectacle de l'Angleterre, l'horrible état de l'Irlande, les idées qui fermentent dans les ateliers des grandes villes de France, de Paris et de Lyon surtout, sont bien propres à effrayer.... malheureusement les hommes qui gouvernent ne comprennent rien à la réalité, *aux choses qui sont*, ils restent dans une sphère où ils entretiennent, à force de mots, d'abstractions, de subtilités et d'intrigues, une vie factice dont la presse fait partager chaque jour les excitations dramatiques à la fraction la plus apparente de la Société. Mais au-dessous de cette vie artificielle, au-dessous de ces hallucinations politiques, il y a la **RÉALITÉ SOCIALE** à laquelle on ne songe malheureusement pas et qu'on laisse aller à l'aventure.

Voyez ce qui se passe en France : la Presse qui dirige l'opinion, et les Plénipotentiaires de la nation, agitent le pays avec des questions ridicules, puérides, derrière lesquelles il n'y a de réel, hélas ! que des ambitions d'une nature, il faut le dire, généralement peu élevée. Mais on se garde bien d'apporter la moindre attention aux *choses vitales*, à ces choses qui seules devraient occuper les organes de l'opinion et les mandataires de la nation. Songe-t-on à étudier sérieusement et à réaliser des Institutions qui auraient pour but d'éteindre l'Indigence, d'assurer du Travail, dans des conditions satisfaisantes, à tous les hommes valides, de féconder l'agriculture, de régulariser l'Industrie, de généraliser l'éducation, d'ouvrir des carrières productives à l'activité des esprits, d'offrir d'heureux emplois aux forces qui se perdent ou qui dévient ? — Toutes les questions de cet ordre, toutes ces questions de la solution desquelles dépend la prospérité du Corps Social, occupent-elles nos publicistes et nos hommes politiques ? — Aucunement ! — Ce qui les occupe c'est la *Présidence réelle*, ou d'autres billevesées du même genre qui cachent assez mal les intrigues des meneurs, et l'incapacité *sociale* de tous.....

Eh bien ! continuez ! — le désordre industriel et social va croissant ; vous l'augmentez autant qu'il est en vous par vos tripotages d'Opposition, de Coalition, de Tiraillements et de Renversements ; continuez donc jusqu'au jour où les Prolétaires, dont le nombre augmente en proportion des progrès de votre civili-

sation, viendront vous demander ce que vous avez fait pour améliorer leur sort....

Quand les Turcs prenaient Constantinople, les *Députés* et les *Journalistes de ce temps-là* discutaient avec acharnement, dans la ville assiégée, sur des subtilités religieuses....

Il y a vingt-cinq ans, quand les armées de l'Europe coalisée envahissaient la France, les Eunuques libéraux de la Chambre refusaient à Bonaparte le commandement des troupes pour la défense du territoire et s'occupaient à constitutionnaliser....

Aujourd'hui que la Paix, qui a succédé à de longues guerres, permet de voir à nu et de sonder dans toute leur profondeur les vices d'un État social déplorable, vices qui sont de nature à produire une décomposition universelle et une explosion terrible, aujourd'hui voyez de quoi s'occupent *ceux qui mènent la France*, les Écrivains de la presse politique et les Orateurs de la Chambre des députés !!

● *Caractère pacifique et bienfaisant de notre Théorie de la Propriété.*

¶ Nous disions donc qu'il serait à craindre que l'avenir ne fît succéder aux Révolutions *politiques* des Révolutions beaucoup plus terribles, les Révolutions qui font périr les États, les Révolutions *sociales*.—Nous disions que des Doctrines subversives se propagent en France et en Angleterre contre la Propriété, dans les masses ouvrières; nous disions que le triste sort de ces masses, empirant avec les progrès de l'industrialisme, ces Doctrines ne pourront que se répandre de plus en plus et menacer plus grièvement la Société, tant que la Société, refusant au pauvre une compensation satisfaisante pour la spoliation dont il est victime, laissera subsister un DÉNI DE JUSTICE qui met une arme dangereuse entre les mains des ennemis de la Propriété.

Les Doctrines dont nous parlons ne sont pas d'hier; Babeuf n'avait fait déjà que les renouveler; mais pourtant, c'est dans les dix dernières années qu'elles ont acquis une grande force. Beaucoup d'hommes, appartenant aux classes instruites, les acceptent à divers degrés aujourd'hui et les propagent. On connaît les idées du Saint-simonisme sur le Capital et sur l'Hérédité. Ces idées, loin d'être mortes avec le Saint-simonisme, ont au contraire gagné beaucoup de terrain, et toutes les déclamations, faites en style de réquisitoire, sur la *Sainteté de la Propriété* (seules réfutations qu'on oppose à leurs partisans) sont peu capables de convertir ceux-ci, ce qui serait pourtant assez important; car ces Doctrines, qui attaquent le Capital, l'Hérédité et le Prin-

cipe de la Propriété, poussent la Société vers une pente au bout de laquelle est un abîme...

Voici donc l'état des choses sur la question qui nous occupe :

La Propriété a été constituée par cette succession des faits du mouvement social qu'on appelle la *force des choses*, sur une base qui n'est pas juste ; — la réaction qui se manifeste contre l'injustice que le *Régime actuel* de la Propriété recèle va jusqu'à l'attaque du *Principe de la Propriété* lui-même ; — enfin le Principe est insuffisamment défendu par les champions du Régime actuel. Donc, les uns concluant par le *statu quo*, les autres par une *négation*, il est facile, à quiconque voit les choses avec une certaine portée, de comprendre qu'une pareille question, posée en pareils termes, dans une Société telle que la nôtre, aboutit directement à une lutte ; — c'est bien là le caractère de l'Erreur.

Eh bien ! voyez si la Théorie de la Propriété, que nous venons de faire connaître, Théorie incontestable en elle-même, ne porte pas d'ailleurs, par la bienfaisance de ses conclusions, le caractère de la Vérité. Loin de conduire à une lutte, à un malheureux et absurde renversement duquel il ne pourrait sortir que la Barbarie, loin de provoquer cette effroyable guerre des Pauvres contre les Riches, dont sont menacées toutes les Civilisations avancées (que les Pauvres s'y appellent Esclaves ou qu'ils s'y appellent Prolétaires), la Théorie que nous avons exposée s'adresse à l'INTELLIGENCE et la somme de RÉSOUDRE UN PROBLÈME très pacifique et essentiellement favorable à la Société, à toutes les classes qui la composent, ainsi que nous allons le faire voir.

Quel est ce problème ? — Ce problème est celui de l'ORGANISATION DU TRAVAIL, ou, pour mieux dire, de l'ORGANISATION DE L'INDUSTRIE.

En effet, nous avons reconnu qu'il n'y avait que deux voies pour rentrer dans le Droit : le retour à l'État Sauvage ou la reconnaissance du Droit au Travail.

Le retour à l'État Sauvage ; personne n'en veut, nous aimons à le croire, quoique pourtant, théoriquement parlant, l'État Sauvage soit logiquement la fin où tendent ceux qui nient purement et simplement la Propriété et qui en demandent la destruction.

Reste donc la reconnaissance du *Droit au Travail*, qui n'est évidemment possible qu'à la condition que la Société entrera dans la voie de l'ORGANISATION DE L'INDUSTRIE. Quand l'Industrie sera généralement organisée, ou même quand les Gouverne-

ments auront seulement organisé des *Travaux réguliers* en quantité suffisante, la reconnaissance du Droit au Travail deviendra immédiatement un Fait; et ce fait ne sera pas simplement juste et humain, il sera encore singulièrement propice à la Société, puisqu'il aura pour conséquence d'anéantir les attaques théoriques contre la Propriété, de conjurer les Révolutions sociales vers lesquelles marchent rapidement les nations les plus avancées, et de prévenir même les attaques individuelles que subit chaque jour la Propriété (les vols de tous les genres), généralement engendrées par la misère et par la démoralisation forcée des classes dépouillées.

Il est remarquable que les Gouvernements qui ne sont pas livrés aux dissolvantes et improductives intrigues parlementaires, aux discussions d'un *libéralisme* bavard et stérile, les Gouvernements qui songent et vaquent aux besoins réels du peuple et de la Société, tendent à entrer dans la voie que nous indiquons. Ainsi le Roi de Hollande a créé déjà de nombreuses Colonies agricoles, que l'on peut considérer comme le germe dont le développement légitimera et consolidera la Propriété en incarnant le Droit au Travail dans des institutions souverainement fécondes, souverainement conservatrices et souverainement progressives.

En résumé, cette discussion où nous avons établi sur ses véritables bases la *Théorie de la Propriété*, nous a livré les trois importantes conclusions générales suivantes :

1^o La Constitution actuelle de la Propriété est entachée d'un vice fatal, puisque le *Capital créé* qui représente un *Travail fait*, et qui est Propriété individuelle légitime de ses producteurs ou de leurs héritiers, a usurpé le *Capital primitif*, la Terre, qui est la Propriété générale de l'Espèce; de telle sorte que les Masses, exclues de leur patrimoine naturel, sont et demeurent spoliées tant qu'un juste EQUIVALENT ne leur est pas garanti par la Société. — Cet Equivalent est le *Droit au Travail*.

2^o La négation du Capital, de l'Hérédité, de la Propriété individuelle, négation qui ne pourrait amener que des luttes terribles et précipiter la Société dans des voies de destruction dont le terme théorique et logique serait (comme nous avons déjà dit) le retour à l'Etat Sauvage, cette négation dont les partisans se croient fondés en droit et en raison, est parfaitement illogique

(1) L'empereur de Russie entre aussi, par les conditions qu'il impose aux chefs d'industriels en faveur des ouvriers, dans un ordre de mesures très protectrices.

et subversive du Droit, puisqu'elle consacrerait l'usurpation du *Capital créé*, comme le régime actuel consacre l'usurpation du *Capital incréé*.

3° Enfin, la Société, pour asseoir la Propriété sur une base entièrement légitime en théorie, et pour se prémunir, en fait, contre toutes les chances de Révolution dont la *cause fondamentale* est l'état précaire et misérable des Masses, DOIT, avant tout, se mettre en mesure d'organiser des INSTITUTIONS INDUSTRIELLES au moyen desquelles elle puisse garantir un Travail suffisamment rétribué à tous ceux de ses membres qui lui en demanderont.

Notre investigation radicale sur la légitimité de la Propriété et sur ses conditions, a donc pour résultat de détruire dans leurs bases les Doctrines fausses et dangereuses qui attaquent la Propriété et l'Hérédité, et de montrer que l'œuvre à faire, loin d'être une œuvre révolutionnaire, est au contraire une œuvre essentiellement scientifique et organique; car le principe du *Droit au Travail* ne peut évidemment être fécondé que par une solution satisfaisante du problème de l'*Organisation de l'Industrie*.

(Extrait de la *Phalange*, numéro de mai 1839.)

Il résulte du Principe établi page 67 (au bas) dans ce petit Traité du *Droit de Propriété*, que toute *Théorie fausse*, dans l'ordre des faits sociaux, ne correspondant point aux rapports vrais, justes et naturels des choses, a besoin, pour se soutenir dans la pratique, de l'intervention de la loi humaine, c'est-à-dire d'une décision étayée par la Force publique.

Au rebours, toute *Théorie vraie*, doit pouvoir subsister par elle-même, se développer par l'ATTRAIT, et n'avoir jamais besoin de la FORCE, de la CONTRAINTE, de la LOI.

Il en résulte, relativement à toute Théorie d'*Organisation du Travail*, par exemple, dont les partisans avoueraient que, pour réaliser leur conception, ils ont besoin du droit de faire la loi, du pouvoir matériel, et, à cette fin, de telle ou telle réforme politique, — il en résulte que les partisans de cette Conception confessaient à priori par cet aveu la fausseté et l'illégitimité de leur Conception.

Aussi le caractère le plus frappant de la vérité de la Conception de Fourier, c'est que cette Conception est la seule qui exclue toute tendance révolutionnaire. — Elle n'a besoin que de l'EXPÉRIENCE pour s'imposer à tous en servant parfaitement tous les intérêts, en satisfaisant aux réclamations de tous les éléments sociaux. — Si elle exigeait plus, elle se condamnerait.

La distinction que nous établissons ici est capitale dans la discussion philosophique de la valeur des Conceptions politiques ou sociales. C'est le premier criterium dans cet ordre de faits: — Il établit à priori la condamnation scientifique du principe révolutionnaire dans le mouvement social.

L'article suivant a été publié dans *la Phalange*. Il date de 18 mois : mais il est toujours de circonstance. On remarquera toutefois combien M. Arago a fait de tort à sa *Réforme électorale* en échangeant, pour se faire chef de parti et complaire au *National*, son ancienne devise *tout garde nationale est électeur*, (devise qui embarrassait beaucoup les journaux conservateurs) contre tout ce qu'il y a de plus insoutenable au monde dans une Société telle que la nôtre : le *Suffrage universel*.

CRITIQUE

DES

RÉFORMES ÉLECTORALES.

Il se joue dans ce moment-ci une scène politique assez curieuse ; c'est celle de la *Réforme électorale*.

Que la Réforme électorale soit prise au sérieux par ceux qui prennent encore au sérieux aujourd'hui les vacuités de la politique, cela est tout naturel ; — quant à nous qui avons mille fois démontré qu'on pourrait bien, pendant dix mille années encore, faire une Réforme électorale chaque printemps, sans que cela améliorât le moins du monde l'état de la misérable, de l'injuste et détestable Société dans laquelle nous vivons ; — nous, qui avons démontré non-seulement que la question du bonheur et de la liberté des masses n'a rien de commun avec la Réforme électorale, mais encore que ces sortes de hors-d'œuvre politiques, par les préoccupations et les illusions qu'ils entretiennent, nuisent singulièrement à la cause du peuple et retardent la véritable Réforme, qui est la Réforme industrielle et non la Réforme électorale, on nous permettra de ne pas manifester grand enthousiasme pour le mouvement que l'Opposition tente au-

jourd'hui, non plus que grand respect pour les raisons par lesquelles ses adversaires le combattent.

Nos journaux ministériels, il faut en convenir, et notre pauvre Gouvernement avec eux, se trouvent dans une position pénible. L'Opposition, qui veut la Réforme électorale parce que c'est un moyen qu'elle juge bon pour chasser ceux qui sont au Pouvoir et s'y asseoir à leur place, ou tout au moins pour les harceler, a imaginé à cette fin un biais ingénieux ; elle a mis en branle l'amour-propre de la garde nationale en faisant signer dans chaque localité une pétition qui demande que tout membre de la milice citoyenne soit électeur. C'est un tour pendable joué à ces braves journaux ministériels ; car n'ayant pas cessé, depuis huit ans, de louer le *patriotisme si éclairé, le dévouement si intelligent de cette excellente garde nationale dont le courage, la sagesse, le bon esprit ont mille fois sauvé le pays, l'ordre, le gouvernement, etc., etc.*, les voici incontestablement embarrassés pour argumenter contre cette captieuse et détestable formule de Réforme que le malin esprit sans aucun doute a soufflée à l'Opposition.

Comment en effet, après toutes les choses mirobolantes que l'on a débitées en l'honneur de la milice citoyenne, tantôt avec cet aplomb grave et solennel, tantôt avec cette verve d'éloquence bouillante qui caractérisent également les écrivains brevetés de l'ordre et de l'enthousiasme publics ; comment après toutes ces glorifications d'un corps doué à un degré si éminent, au dire des proclamations officielles elles-mêmes, d'un inébranlable dévouement à l'Ordre de choses, d'une intelligence politique surprenante, et réunissant (chose admirable !) toutes les vertus civiles, militaires, domestiques, monarchiques, constitutionnelles, commerciales et champêtres ; comment refuser à ce corps, qui d'ailleurs s'est acquis des *droits politiques* en versant son sang pour l'Ordre de choses, comment lui refuser le dévouement et la capacité que la loi suppose bien à tout malotru qui

a 200 fr. d'impositions? Et notez que ce qu'il y a d'embarassant, ce n'est pas de se contredire : une contradiction de plus ou de moins est une bagatelle à laquelle on ne tient guère ; mais on n'ose pas dire nettement à la garde nationale que toutes les belles phrases sur son intelligence politique étaient des cajoleries pour exciter son dévouement, et que l'on n'est pas assez sûr de son dévouement, malgré le bruit que l'on se complait toujours à en faire, pour lui concéder la capacité politique qu'elle réclame.

Et pourtant, si on ne dit pas cela, que répondre à la pétition ?

La politique de captation et de mensonge est toujours une mauvaise politique. Ne voyez-vous pas que cette pétition de la Réforme électorale, qui vous tourmente aujourd'hui et qui pourra vous tourmenter davantage un peu plus tard, est la conséquence forcée de vos propres paroles, le dernier terme d'un syllogisme dont vous avez posé les prémisses? Vous avez tant et si souvent *prouvé* à la garde nationale qu'elle est animée d'un dévouement aussi éclairé qu'inébranlable à l'Ordre de choses que, loin de combattre l'extension du privilège électoral aux membres de cette digne milice, il serait naturel que vous en fussiez les plus ardents promoteurs, et cela dans l'intérêt même de l'Ordre de choses et de sa consolidation.

Voilà donc qu'il n'y a plus lieu d'accuser l'esprit malin d'avoir inventé cette Réforme, puisque l'on peut vous considérer comme en ayant fait naître l'idée vous-mêmes.

Ce serait peut-être l'occasion de soulever quelques questions de principes et de démontrer ce que valent en politique les positions ambiguës, illogiques et sans franchise ; qu'il nous suffise de prendre acte de ce fait curieux, que le Gouvernement et ses journaux ne peuvent aujourd'hui combattre et n'osent combattre en effet la mesure dont nous parlons qu'en suppliant la garde nationale de vouloir bien ne pas vouloir se faire concéder le droit électoral! — Certai-

nement, si la question s'animait, si la France n'était pas lasse de tous ces jeux politiques dont les suites ne sont fécondes qu'en déceptions, si la garde nationale s'avisait de réclamer avec quelque universalité les droits électoraux, et prétextait que puisqu'on lui reconnaît une haute intelligence politique toutes les fois qu'elle s'expose à se faire tuer pour défendre l'Ordre de choses, puisqu'on la soumet à des devoirs politiques, à des corvées politiques, qu'on prélève sur elle un impôt onéreux de temps, d'habillement, etc., etc., elle tient à avoir des droits; enfin *si elle exigeait*, il faudrait bien céder et l'on cèderait. — Ce qui prouve, par parenthèse, que nous sommes une Monarchie beaucoup plus démocratique que on ne le pense.

La petite dissertation qui précède suffira sans doute pour prouver que, si nous ne sommes aucunement épris de la Réforme électorale, ce n'est pas du moins que nous soyons fort touchés des arguments d'une politique égoïste dont toute la science se réduirait à la conservation inintelligente du *statu quo*. Nos convictions sont puisées dans l'essence des choses et vont plus loin que la sphère où s'agitent les discussions sans portée de l'Opposition et des organes du Gouvernement; c'est le sentiment qui résultera de la lecture attentive du morceau que nous allons donner sur la valeur des théories électorales. Ce morceau, extrait du second volume de *Destinée sociale* (1), qui vient de paraître, est tout-à-fait à l'ordre du jour, quoique écrit depuis longtemps par l'auteur. Tout homme de bonne foi pourra se convaincre, en le lisant, de la vanité des espérances fondées aujourd'hui sur des Réformes électorales, et tout cœur animé de bons désirs pour le sort des Peuples comprendra que leur Bonheur et leur Liberté doivent venir par d'autres chemins.

(1) *Destinée sociale*, ou *Exposition régulière du Système de FOURIER*, par V. CONSIDERANT, 2 vol. in-8°, 15 fr., au bureau de la *Phalange*.

Il s'agit de l'Organisation des travaux et du Mécanisme industriel propres à l'*Ordre sociétaire*. L'auteur, s'occupant de démontrer que dans cet état de la Société, dans ce Régime fondé sur les bases larges et justes dont la découverte est due au génie de Fourier, le principe de l'*Election* porte nécessairement les plus heureux fruits, est amené par son sujet à montrer que, dans l'*Etat actuel de la Société*, les applications de ce principe sont fécondes surtout en déceptions.

*Des absurdités pratiques actuelles et de l'excellence
théorique de l'Election.*

.....

C'est donc à l'*Election* que tout se règle ici (dans les *Phalanstères*) ; j'entends tout dans les fonctions d'industrie, d'art, de science, dans les opérations actives, dans les travaux. Mais remarquons bien, avant de passer outre, que ce n'est ni l'*Election* libérale ou juste-milieu, ni l'*Election* républicaine.

Ici l'*Électeur* est COMPÉTENT ; c'est la base de la légitimité de l'*Election*. — Je vote dans mes Groupes, dans mes Séries (1), je nomme mes chefs, je délibère sur les propositions de la Régence, je les rejette ou je les sanctionne ; oui, cela est vrai. Mais mon action ne sort pas de sphères à moi bien connues et où mon influence est proportionnelle à mes lumières spéciales dûment constatées. Je ne serai pas admis à donner mon vote dans les Séries dont je ne ferai point partie ; je n'ai rien à voir directement à leurs affaires. Irai-je là réclamer pour moi un privilège que je refuserais dans mes Séries à tout intrus qui voudrait y prétendre ? Non, chacun vote dans les Séries auxquelles il appartient officiellement ; cela est normal. — *En pareilles circonstances*, parlez-moi d'*Election*, à la bonne heure ! Cette *Election*-ci produit de bons chefs, de vrais représentants, des représentants qui représentent. L'*électeur* est compétent.

Aujourd'hui, un malhonnête homme, ou, si vous voulez, un

(1) Les Séries et les Groupes sont, dans l'*Organisation industrielle* d'une *Phalange sociétaire*, ce que sont, dans une Armée, les Régiments, les Bataillons et les Compagnies, — sauf l'extrême différence qui existe à ce titre divers entre une *Phalange industrielle* et un Corps d'Armée.

très brave et très honnête bourgeois, par cela qu'il paie deux cents francs de contributions, a le droit de nommer LES PLÉNIPOTENTIAIRES DE LA NATION : — mais il est ignorant, inepte, il ne sait ni lire ni écrire ; — peu importe, il nommera : il paie deux cents francs de contributions ! — Mais il est obtus, presque idiot ; il n'entend qu'à peser du sucre, à vendre de l'huile au détail ; — il nommera, il nommera, vous dis-je ; il confèrera pouvoir et mission pour aller faire les lois qui nous gouvernent : il paie deux cents francs de contributions ! — Et l'on vous prouvera encore que rien n'est plus sacré que la loi, c'est-à-dire que la collection des décisions prises par les mandataires de ces électeurs ineptes à deux cents francs, ou toute autre cote.

Et l'Élection républicaine ! Oh ! ici, c'est bien mieux encore. Ici, grand Dieu ! c'est tout le monde qui est appelé. Portefaix, charbonniers, forts de la halle, rustres, ivrognes.... tout malotru *français* enfin va donner sa voix et choisir législateurs, hommes d'état, chefs de gouvernement ! Il est vrai qu'on les baptise tous du nom glorieux de citoyens, citoyens français !... ils sont tous citoyens français, messieurs, et tous, par conséquent, doivent concourir à la formation des lois qui les concernent. On part de là, et l'on arrive en deux sauts au *vote universel*. — Ici il ne faut plus parler de réfutation, mais de guérison. Nous sommes dans les eaux du docteur Esquirol.

Certainement le principe de l'Élection est, en soi, bon et juste ; certainement il est de raison, d'évidence, de droit incontestable, que les intérêts des populations soient traités comme ces populations l'entendent. Je vous fais bon marché de tous les Pouvoirs *par la grâce de Dieu*, de toutes les formules monarchiques ou théoriques sous lesquelles l'Humanité a courbé et courbe encore les reins. Il n'y a de Pouvoir *légitime*, en système absolu, que celui qui vient de l'Élection ou du *Consentement*. Oui, l'Élection est bonne et juste ; oui, vous avez raison en PRINCIPLE vous qui en voulez l'usage dans les affaires actives de l'humanité ; mais l'absurde, c'est de vouloir forcer l'application d'un principe *juste* à un ordre essentiellement *faux*. Aucun principe juste n'est applicable dans une Société organisée à contre-sens de la justice. En voulez-vous la preuve ? essayez de pousser jusqu'au bout, dans le Milieu actuel, quelque bon principe que ce soit ; vous arriverez nécessairement à des conséquences ridicules, perturbatrices ou monstrueuses. Plus votre principe sera vrai, plus alors l'application en sera funeste ; plus votre logique sera serrée et vigoureuse, plus elle aura de puissance pour faire éclater le *milieu faux* dans lequel vous la voudrez faire entrer de force comme un coin de fer. — C'est là le secret de la puis

sance destructive de l'*idéologie politique* dont l'Humanité a enregistré déjà, dans ses tristes annales, assez et trop de résultats perturbateurs ou singulièrement ridicules et niais.

Qu'il est absurde de vouloir introduire la Vérité, la Justice et la Liberté dans les relations de la Société actuelle.

Personne ne conteste l'excellence de la Vérité; chacun convient QU'IL FAUDRAIT *qu'elle régnât en toute relation*. Eh bien! supposez que, d'une parole, une puissance surnaturelle réalisât subitement ce vœu, que la vérité fût, par elle, aujourd'hui forcément introduite dans la Société *telle qu'elle est faite ici, en France*...

Voyez-vous, calculez-vous l'effet? — Menées des gens d'affaires, fraudes des marchands, grivelages et marchés honteux des hommes politiques; les innombrables turpitudes de l'industrie, du commerce, de l'administration, de la presse; les haines cachées au sein des familles, les trahisons fardées d'amour, les affections menteuses, les ignobles manèges d'intérêt, toutes les lâchetés superposées, en mille étages, des fondations au faite de la Société; voici tout cela étalé au grand jour, connu; rien à nier! tous les maris savent la conduite de leurs femmes; toutes les femmes, la conduite de leurs maris; ce qu'ont fait les mères, les filles le savent; ce que les pères, qui sermonnent tant, ont fait de leur jeunesse, leurs fils le savent. Chacun porte écrit sur son front ses faits et gestes, ses actes secrets; on sait le lieu, le jour, l'heure des choses. Intrigues, projets, sentiments, tout cela crève les yeux. Oh! chacun de nous en sait cinq cent mille fois plus qu'on n'en a jamais su en la rue de Jérusalem! — Voici les abîmes des souterraines infamies déchirés et éclairés, tous les cloaques débouchés, toutes les fosses de mensonges immondes, ouvertes et remuées, et leurs vapeurs corrosives pesant sur le monde comme l'épaisse nuée de Sodome...

Tout est su, tout est connu! comprenez-vous quelle effroyable énergie auraient aujourd'hui ces trois mots! — Quelles relations resteraient debout? comptez ce qu'il survivrait d'affections à cette affreuse révélation universelle: comptez par ce que vous pourriez en briser vous-même.

Et puis, plus de préjugés! on saurait ce que valent tant d'idées de devoir, tant de préceptes incarnés aux consciences... Vos prolétaires comprendraient ce que sont les droits qu'ils respectent, et la vieille spoliation dont ils sont victimes et que ces droits consacrent. Dans plus d'un reliquaire encore salué, on reconnaîtrait des guenilles salies et des os ramassés dans les rues, en place des saints vêtements et des saints ossements; dans plus

d'un sanctuaire encore debout, on trouverait une ironie à la place d'un Dieu... — Plus de préjugés!! Voyez-vous, armées, peuples, femmes, tout, jusqu'aux enfants, se dresser subitement contre les lois, contre les devoirs, contre les dogmes, contre les choses de cette Société? Voyez-vous le feu surgir, et la dévastation courir échevelée par le monde! Voyez-vous la Société mordre à belles dents dans ses chairs, se déchirer le sein avec ses ongles, plonger ses mains dans ses flancs pour y fouiller, et tordre ses entrailles...—Il n'y aurait plus de préjugés!!! Et que resterait-il donc debout?—Il ne resterait debout que des intérêts ennemis, épées en mains, et face à face dans le champ clos, pour le furieux combat... Oh! viennent les Cosaques et les Tartares, viennent les hordes du Nord et la Barbarie armée, descendant sur nous par grandes vagues comme les marées de l'Océan... Mais que les Vérités cachées ne débordent pas, que la Vérité ne se rue pas sur nous! la Vérité tuerait notre Société d'un coup...

Et ce que je vous dis de la Vérité, je vous le dis de la Justice, je vous le dis de la Liberté. Essayez donc un peu de la Justice qui mettrait chacun à sa place, qui briserait tous les faux contrats, qui bouleverserait toutes les fortunes en recherchant leur origine, qui ferait rendre gorge à toutes les usurpations, qui ferait sauter tout *l'échafaudage de vos lois et de votre droit!* essayez donc un peu de la Liberté.... qu'on soit libre un jour, seulement! voyons, un jour, en Europe, sans magistrats, sans soldats, sans geôliers, sans bourreaux, sans *forces compressives* enfin! un seul jour ainsi, et l'Europe est à sac.... Nous préserve Dieu, vous dis-je, de la Justice, de la Vérité, de la Liberté!... Ou, si cette infâme Civilisation devait durer, que Dieu plutôt, ce serait mon vœu et ma prière, que Dieu les lâche sur la terre, ces trois Puissances plus terribles que la peste, la guerre et la famine! qu'il livre le monde à ces trois Anges exterminateurs, et qu'ils en finissent....

Inadvertances dans la logique des partis.

Je voulais donc vous dire que c'est une chose très juste que de juger les raisins de bons fruits et de vouloir multiplier ces fruits; mais que c'est une chose très folle que de prétendre à récolter des raisins sur les ronces. Si vous voulez des raisins, qui sont les fruits des vignes, semez des vignes. Si vous voulez la Vérité, la Liberté, la Justice, qui sont les fruits de l'Harmonie sociale, semez l'Harmonie sociale. Votre Société pousse l'injustice, l'oppression, la fraude, comme les ronces poussent les épines; c'est sa nature. — Ouvrez donc les yeux, vous qui avez des yeux

et qui ne voyez pas. Depuis assez long-temps, certes, l'expérience et le spectacle durent; et si moins épaisse était la cataracte qui s'étend sur les intelligences, n'aurait-on pas, depuis long-temps, dès-lors, prononcé le jugement d'une Société qui ne comporte ni la Liberté, ni la Justice, ni la Vérité? — La Vérité est la *pierre de touche* à essayer un Ordre social. Tout Ordre qui n'est pas compatible avec la Vérité, est un Ordre faux. Qui peut nier cela? qui?... Tout le monde, hélas! en ce prodigieux siècle de lumières!

Les uns disent : voici des principes bons, justes, incontestables : donc il faut les appliquer à la Société — Et les voilà à l'œuvre pour forcer l'application, qui avec des préceptes moraux, qui avec des dogmes idéologiques, qui par l'action, qui par la parole. En vue de la bonne fin qu'ils se proposent, ils tailleront dans la constitution politique qui n'en peut mais, et dans la constitution de l'homme aussi; quant à la *constitution sociale* , qui engendre tout le mal, qui engendre les mauvaises constitutions politiques elles-mêmes, qui est cause première, source ou racine, oh! n'ayez peur que seulement ils la suspectent.

Aux principes idéologiques et logiques, aux vérités abstraites et de raison, les autres répondent par la *négation* de la raison, par la soumission de l'intelligence à la foi, *credo quia absurdum* , — par la soumission de la volonté au droit divin, droit d'invention humaine s'il en fut jamais; enfin, par toutes sortes d'idées intellectuellement honteuses.

D'autres encore soutiennent que les principes sont justes, vrais, bons, *mais qu'il est de la nature des choses* qu'aucun principe ne puisse et ne doive être poussé *jusqu'au bout* ; qu'une théorie peut être excellente, mais que la pratique absolue d'une théorie excellente doit être inévitablement mauvaise, que sais-je? Oh! ici surtout honte et trois fois honte! c'est donc *de la nature des choses* que la Justice ne soit pas juste jusqu'au bout, que la Vérité ne soit pas vraie jusqu'au bout? Et tel principe, très juste et très vrai, cessera peu à peu d'être vrai et juste, au fur et à mesure que vous le pousserez à ses dernières conséquences?!

Si bien qu'acceptant un Milieu social *essentiellement faux* et s'y débattant avec les principes et les applications, tous les partis politiques et moralistes, toutes les sectes philosophiques et religieuses, enfermés dans un grand cercle vicieux, sont comme dans un cirque des animaux de toutes races réunis, jouant des pieds et des mains, des griffes et des dents, et faisant depuis long-temps un grand bruit.

Il y a le PRINCIPE, et le MILIEU dans lequel le principe doit être appliqué.

Si l'application du Principe au Milieu donne une dissonance, concluez que le Milieu ou le Principe, ou tous les deux, sont faux; et si le Principe est fondé en raison et clair à l'intelligence, concluez que c'est le Milieu qui est faux.

Et quand vous pensez, et que vous êtes face à face avec un principe pour le juger en lui-même, poussez-le à ses dernières conséquences, et concluez hardiment à vrai ou à faux d'après le résultat. — Honni soit qui le nie, la Vérité est vraie jusqu'au bout!

Ces trois sophismes que j'ai dits : 1° l'application violentée des vérités abstraites et de raison, des lois de justice, à un Milieu *faux*; 2° la négation de la raison humaine dévorée par la *grâce de Dieu*, ou plutôt par ceux qui s'en coiffent; 3° la théorie de la vérité, *vraie jusqu'à un certain point*, au fur et à mesure des convenances; ces trois sophismes, dis-je, sont les trois têtes de chapitre sous lesquelles on peut classer toutes les erreurs de ce bas-monde. Vous les retrouverez dans tous les temps et dans tous les lieux, combattant ensemble, chacun ayant ses hauts et bas, chantant le progrès et le triomphe des saines doctrines quand il est vainqueur. Les trois partis d'aujourd'hui, Républicain, Légitimiste, Juste-Milieu, ne sont-ils pas ces trois sophismes incarnés et vivants, ces trois sophismes en chair et en os, s'insultant réciproquement chaque matin dans leurs journaux, et chacun prouvant fort bien la vanité des deux autres! cette incarnation, je le répète, est de l'histoire ancienne, l'Humanité ne s'est assimilée jusqu'ici que ces trois sophismes sociaux; elle n'a pas pris d'autre nourriture; aussi n'est-ce pas merveille qu'elle soit si souffreteuse et si maigre.

Impossibilité de plaider la Réforme électorale par la considération du Droit, dans la Société actuelle.

Revenons à l'Élection politique, qui a amené cette digression, examinons un peu ce qu'on en peut tirer en restant dans le Milieu civilisé.

N'est-il pas clair, en principe, et évident pour tout homme de bonne foi, que le DROIT de concourir à la formation des lois qui régissent *tous les citoyens* ne peut pas, sans insulter la justice, être retiré à l'immense majorité des citoyens, à un seul citoyen même, sous prétexte qu'ils ne paient pas assez d'impositions, ou sous tout autre prétexte que vous voudrez dire? Entre ce droit et une cote d'imposition, quel rapport y a-t-il? Des lois faites sans

le consentement de mon voisin, de vous, de moi, nous obligent-elles, vous, mon voisin et moi ? des décisions prises par je ne sais qui, des conventions écrites par quelques-uns, par un grand nombre si vous voulez, peuvent-elles rien imposer, en bonne justice, à ceux qui sont restés en dehors des contrats, qui n'étaient pas là, dont on n'avait pas l'aveu pour contracter, qu'on a repoussés du pied ? Il est certain et très certain qu'il n'y a pas plus de raison pour obéir à des lois ainsi faites, pour respecter leur autorité, que pour obéir et porter respect à quelque Pouvoir de fait que ce soit ; que toutes les belles théories de légalité, de devoir, d'obéissance aux lois sacrées du pays, que l'on prêche aux peuples et que les peuples croient sur parole, ne sont que des sornettes employées conjointement avec les garnisaires et les gendarmes, pour faire marcher droit le troupeau et le contenir ; qu'enfin tout homme qui pense librement, tout en conformant sa conduite aux lois, les méprise, ces lois sacrées, et tout le charlatanisme de leur baptême. — En toute évidence, pour qu'une loi fût obligatoire, pour qu'elle devînt *Devoir*, il faudrait qu'elle fût corrélatrice à un *Droit* ou au moins consentie. — Bien.

Donc il faut le Suffrage universel ! entends-je dire à mes côtés. — Le Suffrage universel ? eh bien ! la loi sortie du Suffrage universel recueilli dans la Société actuelle ne serait pas plus légitime que celle du Monopole électoral, comme vous dites : non, pas plus légitime, en vérité ; car les dix-neuf vingtièmes des populations qui voteraient aujourd'hui *seraient incapables de donner le moindre mandat en connaissance de cause* ; elles ne comprendraient seulement pas la *valeur de leur Droit* ; elles ne sauraient pas ce qu'elles feraient en votant. Oui, vos populations en sont là qu'elles sont incapables de *contracter* ; elles sont frappées d'imbécillité politique ! et, qui plus est, elles vous donneraient la plus belle collection de droits politiques possible pour un sac de pommes de terre ou une paire de sabots... Quelle obligation, quelle légitimité légale pourrait donc en sortir, du Suffrage universel ? — Et puis, n'est-ce pas, vous auriez de bonnes lois en recueillant toutes les voix ignorantes et stupides des masses ; vous consolideriez bien l'État, en acceptant les suffrages de tous ceux qui veulent, ou à qui on ferait si facilement vouloir le renversement je ne dirai pas de l'Ordre de choses, mais du Désordre de choses actuel, qui veulent mettre le désordre dans le désordre, multiplier le désordre par lui-même ? *Bravo*, le Suffrage universel !

D'autres s'approchent et disent : « Nous ne voulons ni le Monopole de l'argent, ni le Suffrage universel. Nous consentons à *imposer* des lois aux populations sans les consulter, mais nous ne voulons de bonnes lois. En conséquence, nous réglerons l'é-

« lection sur la *compétence politique*. C'est aujourd'hui l'opinion
 « des hommes éclairés et honnêtes ; il n'y a que les égoïstes ou les
 « perturbateurs qui puissent se refuser, etc... » — Bon ! va pour
 la tyrannie de lois faites par les compétents ; mais alors les
 hommes éclairés et honnêtes, qui veulent priver de leurs droits
 politiques tous les incompetents, vont nous fournir un *moyen*
d'apprécier la compétence politique. — J'attends le moyen.

Vraiment, le problème doit vous paraître difficile. Nous
 concevons bien, en effet, l'appréciation de la compétence en ma-
 thématiques, en chimie, en physique, en histoire naturelle, en
 agriculture, en mécanique, etc., etc. Dans toutes ces branches
 d'industrie et de savoir humains il y a un *corps de doctrine*, et
 des hommes versés dans ces sciences ou ces industries peuvent
 sans doute apprécier le degré de mérite, de savoir, la *compétence*
 enfin d'un sujet en chacune de ces branches... Mais en politique,
 avez-vous une doctrine ? Voudriez-vous me dire sur quoi portera
 l'appréciation, qui examinera les candidats à la compétence poli-
 tique, qui prononcera sur la compétence politique ? Les juges se-
 ront-ils des docteurs de la république, ou de la légitimité, ou du
 juste-milieu, du tiers-parti, du quart-parti ?... et dans la répu-
 blique, les prendra-t-on chez les Montagnards ou chez les Gi-
 rondins, ou chez les Doctrinaires-Américains, ou... ou... ou... etc. ?
 Je n'en ferai pas l'énumération, puisque aujourd'hui, en 1835, il
 y a autant de doctrines et d'opinions que d'hommes. Voyons donc,
 les gens éclairés et honnêtes, qui ne voulez pas qu'on fasse de la
 politique sans la savoir, avisez à asseoir la compétence politique
 sur quelque base solide. Au milieu de ces flots de sables mou-
 vants, la compétence politique est à mourir de rire ! — Il y a un dé-
 puté philosophe, un des civilisés les plus éclairés de la Chambre,
 sans contredit, qui est monté, l'année dernière, à la tribune (1).
 et qui y a établi, déclaré et posé en termes clairs et précis, « que
ni le gouvernement, ni l'opposition, ni lui, ne savaient ce qu'il
faut à la nation. » On n'a jamais rien dit de mieux que cela à la
 Chambre, ni avant, ni depuis ; et aucun des honorables n'a dé-
 menti ce fait en venant dire : *Messieurs, je vais vous apprendre*
ce qu'il faut au pays... Hommes éclairés et honnêtes, apportez
 donc votre *mètre* de la compétence politique.

En conscience, les journalistes et les beaux diseurs qui nous
 inondent de théories sur la compétence politique, sur le Suffrage
 universel, ou sur la légitimité de l'élection à deux cents francs
 l'électeur, — devraient au moins, car il est des badauds qui s'y

(1) M. Jouffroy, dans la discussion de la *loi sur les associations*.

prennent, — prévenir leur monde par la déclaration du poëte :

Ce que j'écris est bon pour les buveurs de bière
Qui cassent la bouteille après le premier verre.

Ne résulte-t-il pas positivement de ce passage :

1° Que pour donner satisfaction aux nobles désirs des hommes qui aiment la Justice et l'Humanité, il faut songer à réformer la Société beaucoup plutôt qu'à se quereller sur des réformes électorales aussi insensées qu'impuissantes ;

2° Qu'il est absurde de prétendre fonder dans l'Ordre social actuel la nécessité de l'extension du privilège électoral sur une considération de *droit et de justice* ; attendu qu'avec de pareilles considérations on *briserait la Société en morceaux* et que l'on arriverait de conséquence en conséquence à la ruine de tout ce qui est, au renversement de toutes les lois et de tous les Pouvoirs, à la dissolution sociale et à la barbarie.

C'est au reste ce dont on se convaincra facilement en lisant l'ouvrage d'où est tiré le morceau que nous venons de citer ; on y trouvera la description des conditions **DANS LESQUELLES SEULEMENT** il devient possible de réaliser les vœux de Justice, de Liberté et de Bonheur collectif, dont la poursuite ne produit que déceptions tant qu'on demeure dans les conditions actuelles. Lorsqu'on se sera éclairé sur les **DISPOSITIONS SOCIALES NÉCESSAIRES** au développement du **PRINCIPE DE L'ÉLECTION**, par exemple, on comprendra bien mieux encore la pauvreté de toutes les Réformes électorales que l'on peut proposer et exécuter aujourd'hui.

NOTE (page 34).

DE LA FAUSSE POSITION
OU LE *National* VIENT DE METTRE M. Arago.

Nous n'avons pas, il faut bien qu'on le sache, la prétention ridicule de croire que nous sommes des hommes forts *par nous-mêmes*. Notre force vient des Idées et de la Science de notre Maître, et elle lui appartient tout entière; nous faisons bon marché de notre talent de disciples, et ce que nous voulons seulement, mais que nous voulons bien, c'est de *faire reconnaître la supériorité de Fourier et la bienfaisance de ses idées sociales*.

Aussi le *National*, journal de M. Arago, s'est-il plaisamment fourvoyé en cherchant dernièrement à raccommo-der par de longues explications et de pauvres justifications, le discours du Savant, discours dont il sentait le décousu et la faiblesse: le *National*, dans sa colère contre nous, a cru nous jouer un fort mauvais tour en nous traitant de *disciples étriqués d'un ILLUSTRE MAITRE*. — Or, nous ne trouvons rien à redire à *disciples étriqués*; nous aimons même assez *disciples étriqués*, car *disciples étriqués* fait encore bien mieux ressortir ILLUSTRE MAITRE: et, comme le but de nos travaux, de nos efforts, est d'être utile à ceux qui souffrent et à toutes les classes de la Société, non pas en plaidant notre mérite, mais en plaidant la Théorie Sociétaire et le mérite de Fourier, nous sommes ravis de voir le *National*, — lequel a si longtemps dédaigné et même ridiculisé Fourier, — forcé par les travaux qui ont fait connaître Fourier, à confesser, même de mauvaise grâce, la victoire que nous avons remportée sur lui, le *National*, en l'obligeant enfin à nous traiter de *disciples étriqués d'un ILLUSTRE MAITRE*.

Ce qu'il y a de plus plaisant ici, c'est que le *National*, qui a voulu nous jouer un mauvais tour, à nous, et défendre M. Arago, se trouve nous avoir servis et contents, nous, et avoir joué justement le mauvais tour à M. Arago. En effet, M. Arago a dénoncé à la Société et même à la Chambre *actuelle*, au Pouvoir *actuel*, comme des IDÉES TRÈS DANGEREUSES, les idées sociales de Fourier, — ILLUSTRE MAITRE de disciples étriqués, d'après la confession du *National*. L'affaire n'est donc pas ici entre nous et le *National*, dont nous nous déclarons en ce point très contents, très satisfaits; elle est tout entière entre MM. les Rédacteurs du *National* et M. Arago. Aussi espérons-nous que ces messieurs vont démontrer à M. Arago qu'il a eu grand tort d'attaquer, et d'attaquer aussi violemment, les idées de l'ILLUSTRE FOURIER, et lui expliquer aussi comment il s'est fait qu'ils aient eux-mêmes tant tardé à rendre hommage à cet HOMME ILLUSTRE dont ils viennent de reconnaître si brusquement la valeur, par une épithète que M. Arago doit trouver au moins fort intempestive.

La bévue commise ici par MM. les Rédacteurs du *National* relativement à M. Arago qu'ils ont compromis, exige une petite explication. On comprend en effet que des personnages aussi peu étriqués que les Rédacteurs du *National*, et qui sont assez forts

pour n'avoir besoin d'être les disciples de qui que ce soit, ne peuvent pas avoir commis cette bévue au détriment de M. Arago qui est leur chef politique, — autant du moins qu'on peut être chef dans un parti naturellement peu disciplinable, — sans qu'il y ait eu à cela quelque cause. Voici l'histoire :

Le parti républicain compte dans son sein, comme tous les partis, des hommes intelligents et sincères ; la grande majorité de ses membres même est douée de sentiments généreux, de nobles desirs, et elle n'adhère au parti que par suite de la croyance intime que l'opinion révolutionnaire est réellement et exclusivement celle du progrès, de la liberté et de l'humanité. Or, il arrive que depuis dix années que se fait notre propagation, nos idées ont pénétré dans le parti républicain comme elles sont entrées dans les autres partis en modifiant diversement les opinions de leurs membres. Le parti républicain s'est donc vu enlever par la doctrine de Fourier bien des hommes dont l'intelligence et la valeur lui étaient connues, et qui sont tout à fait venus chez nous. Beaucoup d'autres, sans renoncer absolument encore aux errements généraux du parti (car on ne se défait pas si vite d'une opinion, tout erronée qu'elle soit, quand on l'a consciencieusement et longtemps défendue), commencent à comprendre la supériorité de la Théorie de Fourier, reconnaissent déjà la vanité des réformes politiques en *elles-mêmes*, et ne soutiennent plus le Suffrage universel et la république que comme un *moyen* de donner le gouvernement à des hommes qui, nous disent-ils en propres termes *s'empresseraient de bâtir des phalanstères*.

Ainsi, l'idée sociale s'est déjà superposée à l'erreur politique qu'elle amoindrit chaque jour, et qu'elle aura bientôt absorbée tout-à-fait ; car les principes de Fourier font mauvais ménage avec les principes révolutionnaires, et les premiers, à mesure qu'ils sont mieux compris, chassent les seconds sans pitié. Ceci n'est pas seulement un *à priori*, un fait de logique, c'est encore un fait d'expérience.

Or, ce progrès dans les idées, qui ne tend à rien de moins qu'à enlever au parti républicain proprement dit tous ceux de ses hommes qui tiennent plus à l'avènement du bien, fût-ce par la voie pacifique, qu'au triomphe de leur ancien parti par la voie révolutionnaire, ce progrès n'est point de nature à plaire soit aux *fossiles* du parti, soit aux hommes qui sont, avant tout, des hommes de parti, ni surtout à ceux des écrivains de ce parti qui, n'ayant rien oublié et rien appris depuis dix ans, se trouvent fort contrariés de ce que les leurs eux-mêmes commencent à ne se plus contenter de ces déclamations furibondes contre le Gouvernement et de ces thèmes rebattus que le *National* a le persistant courage de reproduire indéfiniment sur cet aimable sujet, faite probablement d'autre science.

Le *National* est donc courroucé contre nous. — Lorsque les passions étaient toute puissantes, que les idées l'étaient peu, et qu'il avait à sa tête un homme d'un talent énergique, le *National* était très influent. Depuis que les idées prennent le pas sur les passions, qu'il a perdu Carrel, et qu'il a été dirigé et rédigé assez médiocrement pour pousser lui-même à la baisse

rapide de son influence dans son propre parti, le *National* doit être mécontent. Quoi de plus naturel? On n'assiste pas sans quelque douleur à sa propre décadence. — Mais, dira-t-on, il s'en prend plus aux autres de sa chute qu'à sa propre faiblesse. — Quoi de plus naturel encore?

Bref donc, le *National* est mécontent et il a des raisons de l'être. — Néanmoins, par suite de la modification qui s'opère dans les rangs de ses anciens admirateurs, le *National* n'ose plus laisser croire qu'il dédaigne et méprise Fourier; il voudrait bien, tout en louant M. Arago, ne point paraître solidaire des attaques violentes de celui-ci contre notre Maître. L'ancien parti républicain tournant, par ses hommes éclairés, aux idées pacifiques de Fourier, tournant par une partie des ouvriers (qu'on trompe et qu'on aveugle si facilement au dire de M. Arago), aux idées égalitaires et révolutionnaires de Babœuf; d'autres hommes du parti acceptant bon nombre des vues saint-simoniennes : le *National* a bien compris que M. Arago avait fait un pas de clerc à la tribune, en mécontentant ces trois grandes fractions d'un parti qui se décompose et qu'on voudrait maintenir. Mais comment oser dire que M. Arago a fait un pas de clerc? comment surtout expliquer les raisons délicates de ce sentiment?

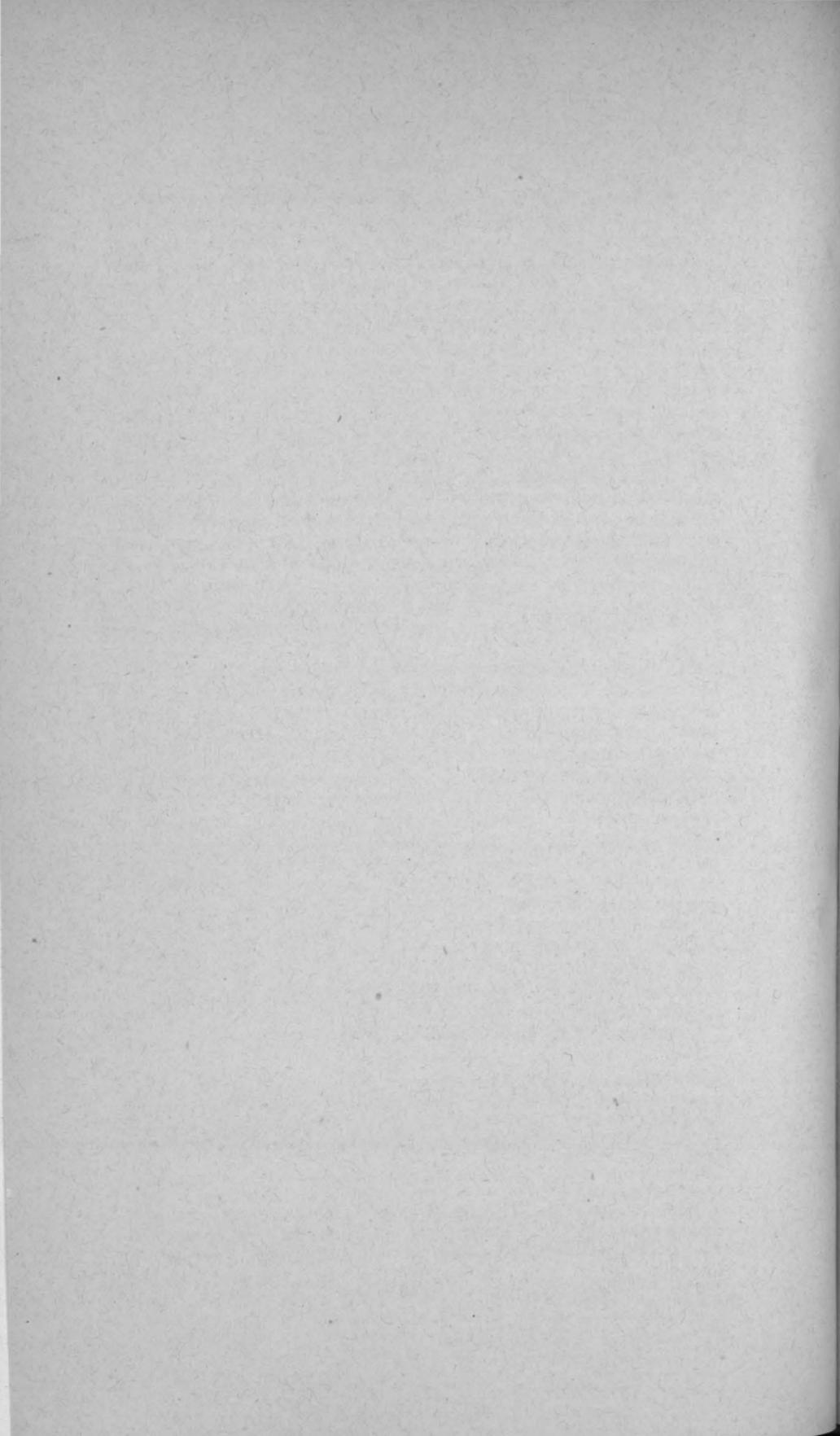
Le mécontentement et l'embarras du *National* se sont donc traduits dans ses colonnes par *disciples étriqués d'un ILLUSTRE MAÎTRE* et par une argumentation extrêmement plaisante, où l'on attaque les partisans des idées de *Réforme industrielle*, tout en cherchant à prouver que la Société ne peut se sauver que par la *Réforme industrielle*, et que le *Suffrage universel* a précisément cela de bon qu'il amènera ladite *Réforme industrielle*.

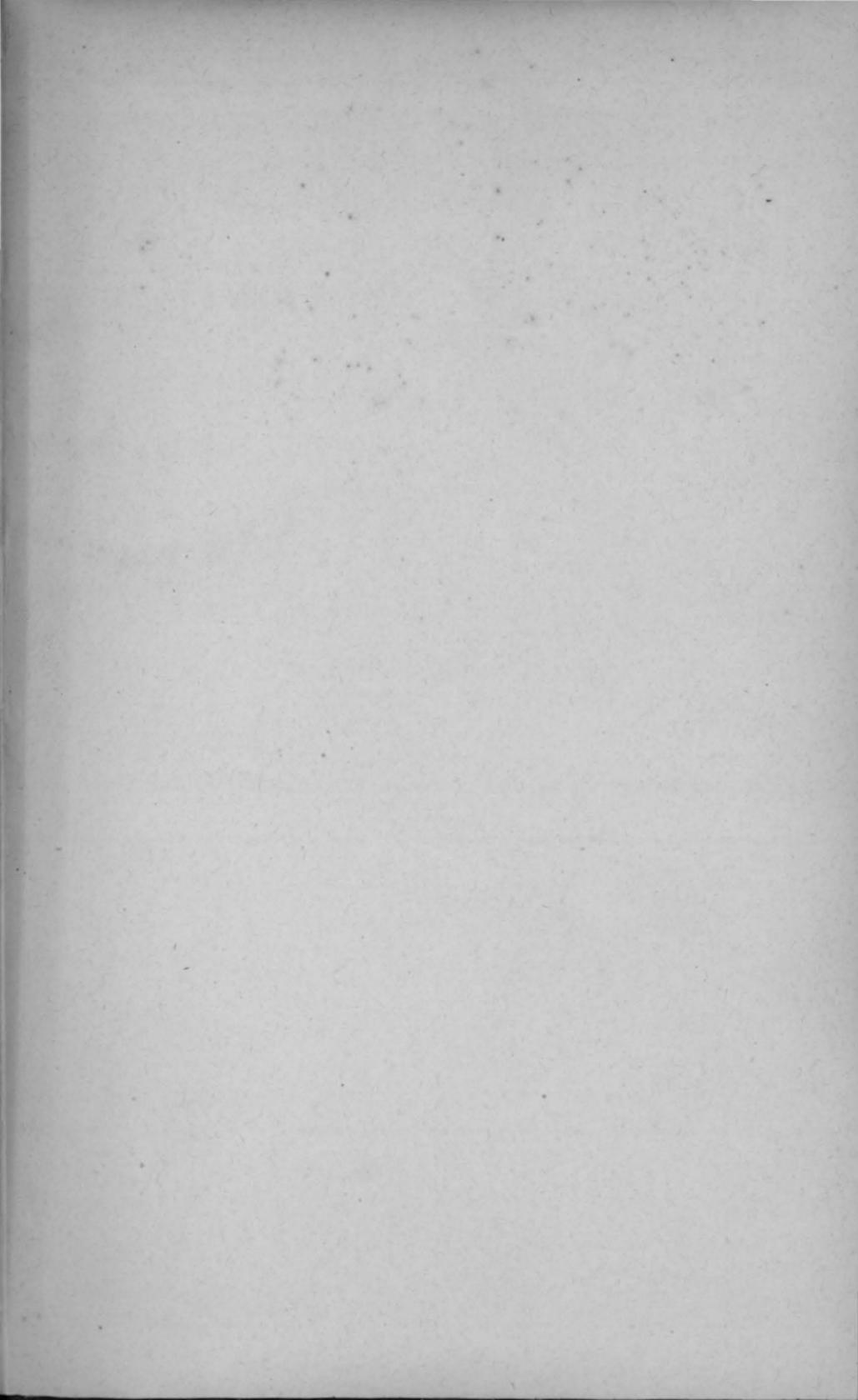
En somme, il nous paraît que le *National* voudrait bien confisquer à son profit, — (non pas les idées de l'ILLUSTRE Fourier, car le malencontreux journal prouve dans son article qu'il n'en connaît pas le premier mot), — mais il voudrait confisquer au profit de ses doctrines révolutionnaires l'*autorité croissante* que prennent et les idées et le nom de notre ILLUSTRE Maître, lequel était bien l'homme du monde qui a le plus détesté les idées révolutionnaires, qui les a le plus ridiculisées, stigmatisées, et dont la Théorie et les principes sont aux idées révolutionnaires ce que l'eau est au feu. — Le *National* a beaucoup de talent, mais la tâche qu'il prend est difficile, et nous doutons qu'il réussisse.

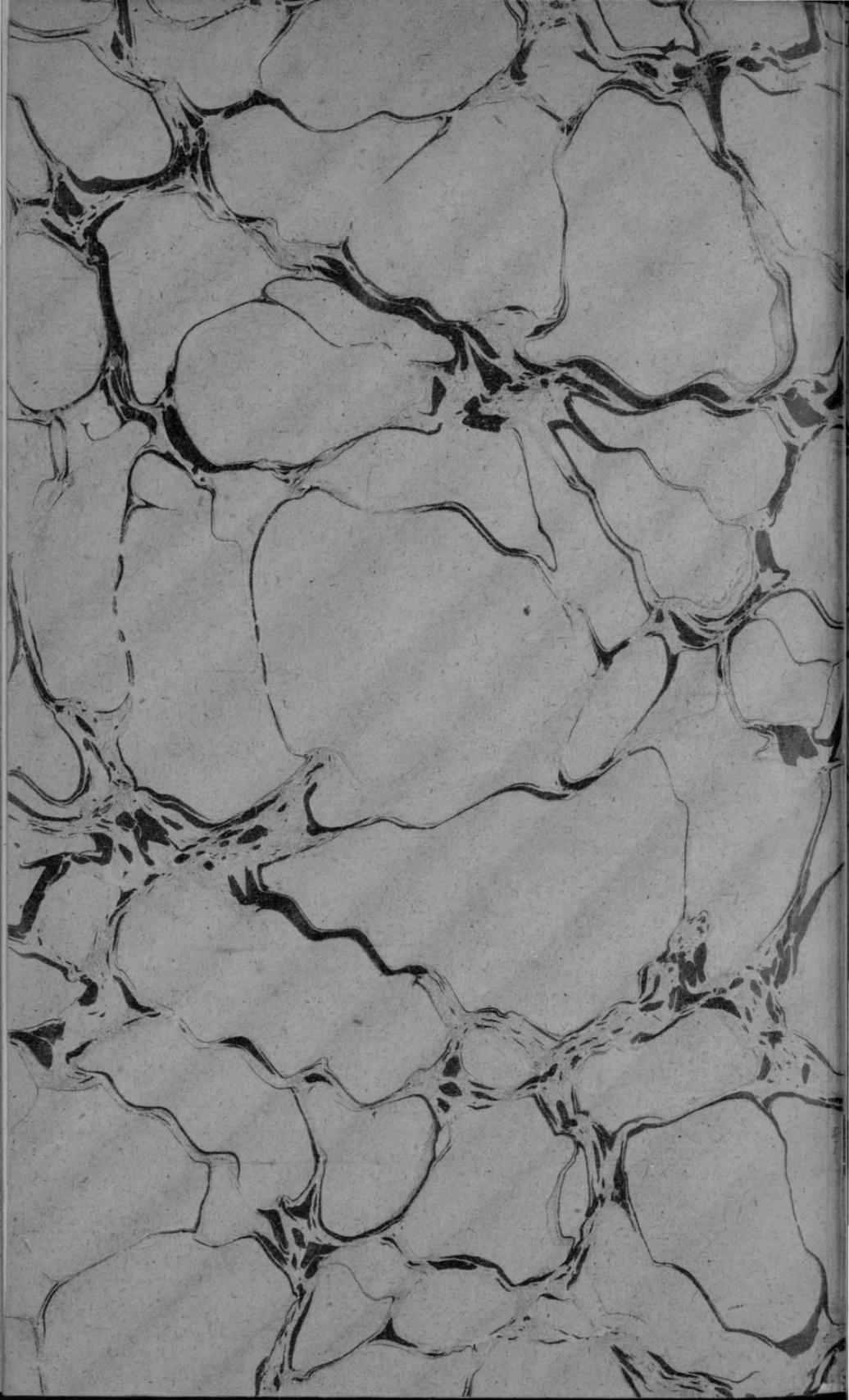
Nota. Nous sommes en droit d'espérer que le *National* va rendre au pays le service de lui faire connaître les idées de l'ILLUSTRE FOURIER avec plus de talent, de raison et de largeur que ne l'ont fait jusqu'ici quelques pauvres disciples *étriqués*, qui sentent leur faiblesse et mettent depuis dix ans les rédacteurs du *National*, et généralement tous les hommes forts, en demeure d'étudier, de discuter et de propager les formules applicables de la Théorie de Fourier. Si le *National* tardait à remplir ce devoir, et continuait son *long silence* sur Fourier, il donnerait à penser assez tristement sur son compte. Nous l'attendons donc à l'ouvrage. Qu'il serve mieux que nous les idées de Fourier, c'est tout notre désir.

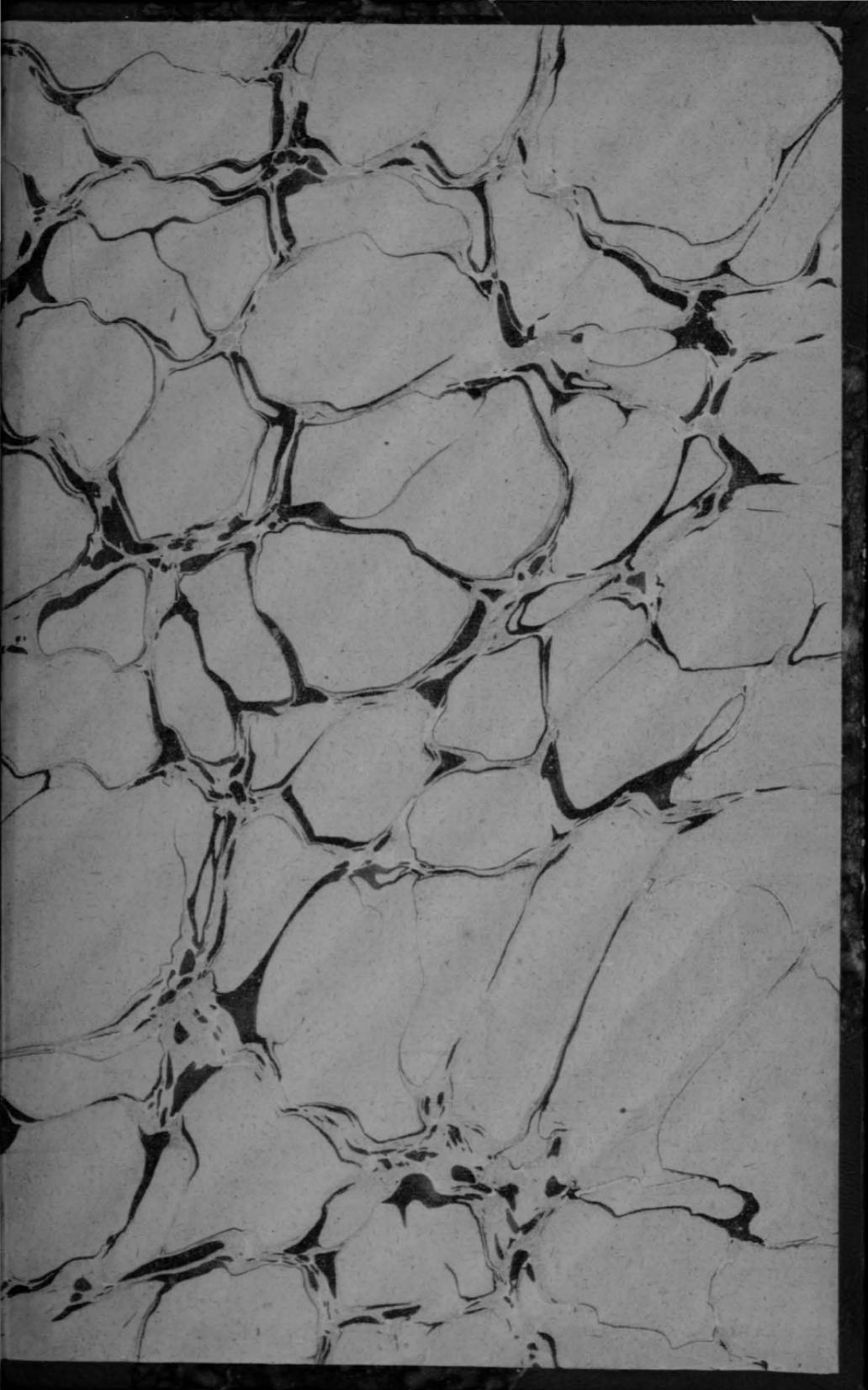
FIN.











28

FONDS
1